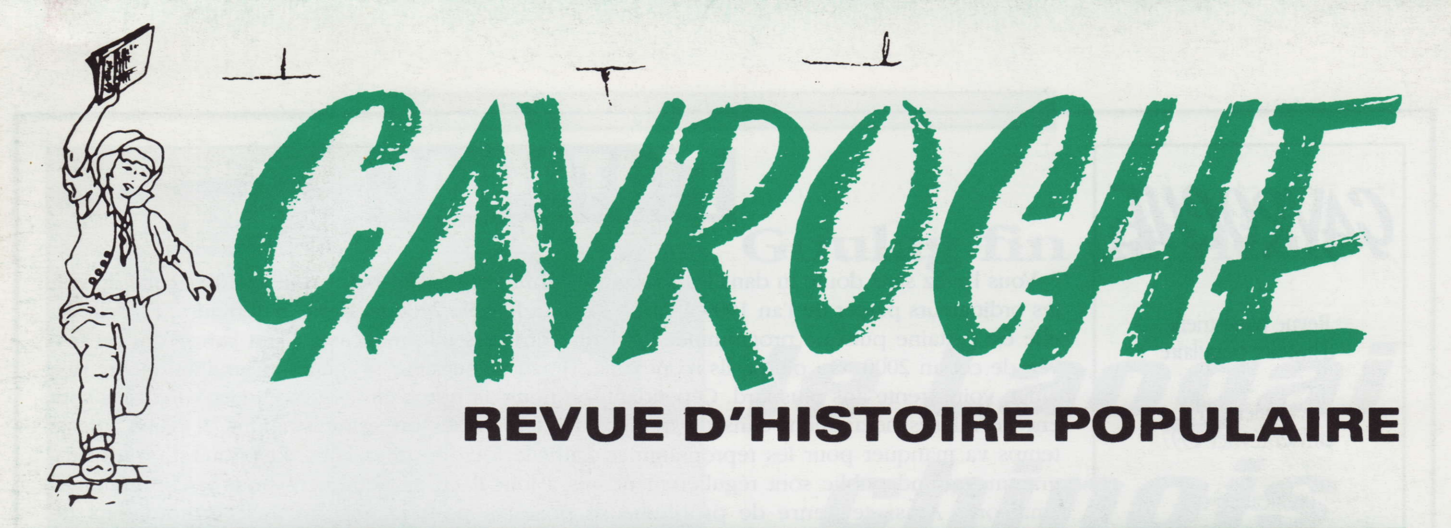


# GAVROCHE

## REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F Bimestriel n° 91 – 16e année – janvier-février 1997

Bonne Année !

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 91
janvier-février 1997

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Secrétaire :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
S. BOULOUQUE
P. BOUTTE
E. BRIEND
R. CARRE
J.-J. GANDINI
O. GILLES
C. J.
J.-J. LEDOS
J.-L. PANNE
G. PELLETIER
M. PERRAIS

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705



Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

# EDITORIAL

Vous l'avez sans doute lu dans les journaux. Parmi les grandes peurs de l'an 2000, celle de voir les ordinateurs passer de l'an 1999 à l'an... 1900 au lieu de 2000 n'est pas la moindre. Et, celle-là, elle est certaine puisque programmée ! A croire que nos informaticiens n'ont jamais cru à l'arrivée de cet an 2000. Ou plutôt, ils n'ont jamais imaginé que leur programme servirait encore dix, vingt, voire trente ans plus tard. Cependant, on nous dit que quantité de ces vieux logiciels sont encore utilisés notamment dans de très grosses entreprises ou administrations. Il paraît que le temps va manquer pour les reprogrammer. Difficile à croire direz-vous. Et pourtant, si les programmes grand public sont régulièrement mis à jour il en va autrement pour les programmes "maison". Ainsi ce genre de problème se pose-t-il pour la gestion des abonnements de "Gavroche".

Tout de même. Ca fait rêver. On éteint son ordinateur un soir et le lendemain il vous transporte un siècle en arrière.

Une belle histoire-fiction qui, paraît-il, à défaut de vraiment faire peur va coûter pas mal d'argent. En francs ou en euros ? Casse-tête supplémentaire en effet pour les informaticiens. Avant même de programmer le changement de siècle ils vont devoir, un an avant, transformer tous les logiciels de gestion pour intégrer la nouvelle monnaie européenne. Sale temps pour les banques, principales concernées. Coût prévu, quelques milliards là encore. Et en plus, on en pleure par avance, ces braves banquiers vont devoir rémunérer les comptes bancaires pour s'aligner sur les normes européennes. Mais, séchez vite vos larmes, comme votre banquier a moins de moyens que vous, il va vous demander de contribuer sous forme de chèques payants et autres commissions sur opérations.

Laissons les banquiers et leurs soucis pour revenir aux grandes peurs liées au changement de millénaire. Comme nos bons vieux ordinateurs qui refusent l'obstacle et repartent pour un siècle déjà connu on a envie de voir l'histoire s'arrêter pour prendre le temps de la revivre. C'est si vrai que, toujours selon les journaux, certains fortunés vont tenter d'immobiliser le temps en ce 31 décembre 1999 pour vivre deux fois le même jour dans les îles d'Océanie situées de part et d'autre de la ligne de changement de date. Quelques heures d'avion bien programmées devraient permettre ce pied de nez au temps qui passe.

S'il vous reste quelques moyens après votre abonnement à "Gavroche" voilà une bonne idée à creuser pour finir le siècle. Enfin, pas vraiment finir. Le passage de 1999 à 2000 n'est qu'un changement de millésime, pas de millénaire. Si on a longtemps considéré que le siècle commençait avec le changement des deux premiers chiffres, ce n'est plus le cas. Le 1er janvier 2000 nous serons encore dans le 20ème siècle. Il faudra attendre une longue année pour rentrer dans le 21ème siècle. Une année de 366 jours ! C'est comme ça. A moins que d'ici là d'autres choix s'imposent.

Après tout il suffirait d'une ordonnance royale, pardon européenne, pour réformer ce qu'ont programmé nos ancêtres avec pas mal d'ajustements rendus nécessaires pour concilier les recherches astronomiques et nos contingences terre à terre. Mais cette date, ce point zéro pris comme référence, est-il imaginable d'en changer même si c'est pour être plus proche de la réalité ?

Cette non prise en compte de l'an 2000 dans les ordinateurs, pourquoi ne pas penser que la grande peur inconsciente de l'approche du millésime mythique en est l'explication cachée ? Mais non, expliquent les journaux, c'est simplement qu'en ne gardant que les deux derniers chiffres pour figurer les années, les programmeurs de logiciels ont pu gagner de la place dans leur mémoire informatique. Pas si sûr...

## MERCI !

L'appel que nous avons lancé dans notre dernier numéro concernant les réabonnements pour 1997 a été entendu au-delà de toutes prévisions. Près du tiers de nos abonnés nous ont spontanément envoyé leur règlement. Nous avons ainsi réalisé quelques économies qui sont évidemment les bienvenues, mais surtout, nous nous sentons réconfortés par le soutien moral que cette démarche a suscité.

Merci donc, ainsi qu'à tous ceux qui ont manifesté leur soutien en arrondissant le montant de leur chèque. Nous sommes sensibles à cette confiance que nous nous efforcerons de mériter en améliorant, autant que faire se peut, le contenu et la présentation de nos futurs numéros.

Nous profitons de l'occasion pour rappeler à nos amis lecteurs qu'ils peuvent nous adresser tout texte, tout témoignage qu'ils jugent valables pour publication éventuelle dans Gavroche. La seule contrainte, en dehors de l'intérêt du sujet, réside en l'authenticité des documents communiqués (photocopie des écrits ou sources).

Bonne année et bonne santé à tous !...

**Gavroche**

# Goulag fin de siècle :

# *le Laogai chinois*




**La chute du Mur de Berlin et la désagrégation de l'empire soviétique ont relégué au second plan "l'archipel du goulag" dont la dénonciation grâce aux œuvres majeures de Soljenytsine et de Chalamov avait enfin ému et indigné l'opinion occidentale dans les années 70, et n'avait pas peu contribué à accélérer la délégitimation de ce régime dit "communiste" et qui se voulait, à l'origine, émancipateur de l'espèce humaine.**

Le 2e printemps de Pékin en mai-juin 1989 – qui a débouché sur les tragiques événements de la Place Tiananmen cautionnés par le même Deng Xiaoping qui dix ans plus tôt, au sortir de la sanglante Révolution Culturelle, avait profité du 1er Printemps de Pékin (1) pour revenir au pouvoir en se parant d'une étiquette "libérale" – a certes permis de concentrer les feux de l'actualité internationale sur le régime totalitaire chinois, mais sans qu'il soit fait allusion à son système pénitentiaire, cet "archipel oublié".

Les deux ouvrages d'Harry Wu qui viennent d'être traduits en français et publiés à quelques mois d'intervalle, *"Vents Amers"* (2) et *"Laogai, le goulag chinois"* (3), comblent heureusement cette lacune et vont faire date dans l'historiographie de la Chine contemporaine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le premier – outre une préface sans intérêt de Danièlle Mitterrand décrédibilisée par sa vision sélective des droits de l'homme en persistant à qualifier Fidel Castro de "démocrate" – est assorti d'une introduction de Jean Pasqualini et le second d'une préface de Jean-Luc Domenach.

Pasqualini, auteur de l'admirable *"Prisonnier de Mao"* (4), fils d'un père corse et d'une mère chinoise, a passé sept ans entre 1957 et 1964 (5) dans un camp de travail *"où les prisonniers tombent plus bas que les animaux"* car le but de la *réforme* c'est de *"dépouiller les prisonniers de la seule chose qui leur reste : la dignité"*.

VENTS
AMERS
HARRY WU
BLEU DE CHINE

Domenach, qui est, lui, un éminent spécialiste de la Chine contemporaine et vient de publier une somme qui a fait l'objet de plus de dix ans de recherches, *"Chine, l'archipel oublié"* (6), nous rappelle pour sa part qu'*"alors que la tradition occidentale applaudit les intellectuels qui dénoncent les pouvoirs établis, la tradition chinoise, elle, valorise au contraire l'intellectuel comme producteur de conformisme"*. Ce silence des intellectuels chinois n'as pas peu contribué à maintenir dans l'ombre *"l'existence du système d'enfermement le plus peuplé du monde et qui, au surplus, obéissait aux méthodes effroyables de la réforme de la pensée"*.

Réforme de la pensée : c'est là le trait distinctif essentiel qui fait la spécificité des camps de travail chinois. A Auschwitz on détruisait les hommes par les chambres à gaz, à la Kolyma par le travail forcé, en Chine par le lavage de cerveau.

# Les fondements du Laogaidui

Le régime communiste chinois, analyse Wu, a en effet créé *"un système de réforme mentale à l'échelle nationale, un système qui pénètre tous les secteurs de la société – éducatif, agricole, industriel –, depuis la maternelle jusqu'à la retraite, des cadres du Parti jusqu'aux criminels. Les méthodes sont connues : le secret, l'isolement par rapport au monde extérieur, le mensonge à répétition, la désinformation, voire la superstition. Leur but n'est pas seulement d'obtenir une obéissance aveugle de la population, mais de leur inspirer la foi socialiste et le désir de collaborer avec le Parti. La réforme mentale dans les laogaidui* (7) *est destinée premièrement à éradiquer les objections idéologiques, deuxièmement à dynamiser la productivité. En tant que telle elle est la réplique en réduction du modèle national, dont elle ne se différencie concrètement que par un usage plus systématique de la violence. L'objectif est le lavage de cerveau, la transformation radicale de la conscience, de l'opinion publique, des croyances religieuses et des valeurs morales des détenus."* (8) Il s'agit de créer un *homme nouveau*, l'anéantissement de l'individu étant la condition nécessaire pour assurer la pérennité du régime totalitaire mis en place par le Parti communiste. *"Notre système de laogaidui constitue un rouage important de notre système de sécurité publique. Il sert à punir et redresser tous les contre-révolutionnaires et autres criminels."* (9)*

C'est en effet la Sécurité Publique qui a la haute main sur le laogaidui, lequel est institué dès les premiers temps de la révolution armée avec la fondation à la fin des années 20 de la *"république soviétique chinoise"* située à la frontière des provinces du Jiangxi et du Fujian, au sud-est du pays. En octobre 1932 on compte déjà plus de 900 équipes de travaux forcés composées de contre-révolutionnaires accusés de "comploter pour renverser le régime soviétique et réprimer la révolution paysanne et ouvrière dans l'espoir de restaurer le régime des propriétaires terriens et des classes capitalistes"*. Il va s'agir de *"transformer la vision politique de (ces) hommes pour leur permettre de devenir des hommes nouveaux au moyen d'un repentir sincère"*, mais en même temps, et c'est là la seconde originalité du laogaidui, le travail servile effectué est inclus dans les plans de production centraux. Après la prise du pouvoir en 1949, il suffira aux communistes d'étendre ce système de travaux forcés à l'ensemble du territoire pour disposer d'une force de travail majeure à la disposition de la société.

Le laogaidui est le plus important complexe pénitentiaire de tous les temps. Bien qu'aucun rapport officiel n'ait jamais été publié, en se basant sur les informations recueillies depuis plus de dix ans, Wu estime à 50 millions au moins le nombre de prisonniers condamnés aux camps de travail en 40 ans ; quelques 16 à 20 millions de personnes seraient actuellement détenues selon la classification suivante :

**– Le laogai :** personnes ayant commis des délits ou des crimes de droit commun, arrêtées et condamnées suite à une procédure judiciaire, assujetties au *"redressement par le travail"* (RTP) ;

**– Le laojiao :** personnes étiquetée *"contre-révolutionnaires"*, internées en vertu d'une simple mesure de rétention administrative, assujetties à la *"rééducation par le travail"* (RPT) ;

**– Le jiuye :** prisonniers ayant accompli leur peine, dotés du statut de *"travailleurs libres"* (9b), assujettis à l'*"affectation professionnelle obligatoire"* (APO).

Les règlements gouvernementaux prévoient une séparation entre les prisonniers politiques du laojiao et les criminels de droit commun du laogai. En pratique, politiques, droits communs et même APO sont mélangés sans que la nature de leurs crimes soit prise en compte. A l'instar des systèmes soviétique et nazi, les droits communs sont souvent chargés de seconder les cadres de la Sécurité Publique dans le maintien de l'ordre car ils sont considérés comme plus *"durs"* idéologiquement et plus faciles à redresser. Mais dans un cas comme dans l'autre, le but poursuivi c'est la réforme mentale.

Dès l'entrée dans le camp, avant d'entreprendre tout travail physique, le prisonnier est d'abord placé dans un *"groupe d'études"*. Il doit y reconnaître ses crimes : puisque le Parti est *"noble et glorieux"* et a *"toujours raison"*, il est impossible qu'un individu soit accusé à tort. Cette reconnaissance est suivie d'une autocritique, rédigée par écrit et insérée dans son dossier dans laquelle il doit insister sur ses torts et exprimer sa gratitude pour la magnanimité du Parti qui lui offre ainsi une chance de devenir un homme nouveau. Ayant fait acte de repentance et de soumission, il a franchi la première étape sur la voie du redressement qui va se poursuivre par le travail *"rédempteur"*, considéré comme sa participation à la production des richesses nécessaires à l'édification de la société socialiste.

C'est donc en toute logique que cette production va être incluse dans la planification nationale dont elle va devenir un rouage essentiel grâce à cette énorme masse de main-d'œuvre quasi-servile dont elle va disposer, transférable en outre à tout moment en fonction des besoins, et à productivité élevée puisque la qualité du rendement est considérée comme un indice de la qualité du redressement. L'ouvrage officiel *"Criminels en redressement par le travail – Théorie et pratique"*, paru en 1987, le confirme : *"En l'espace de quarante ans, la production des camps de redressement est déjà devenue un élément majeur dans des projets tels que l'aménagement fluvial, la construction routière, le défrichage, l'extraction minière, la construction et autres domaines de grands travaux dans le développement des manufactures et l'intensification de la mécanisation et de l'automation de tout type dans l'industrie lourde et légère. Quelques-uns de ses produits ont reçu des médailles d'argent nationale pour leur qualité et sont arrivés sur le marché international."* Ils constituent également un réservoir de colonies de peuplement dans les

zones frontalières comme le Qinghai dont le tiers de la population est constitué par les "travailleurs libres" et leurs familles, rendant à terme minoritaires les populations autochtones.

Au début des années 50, la légitimité du parti communiste, qui a rendu sa dignité au peuple chinois et déclare œuvrer en faveur des plus démunis qui constituent la grande masse de la population, n'est aucunement remise en question : la *"lutte des masses"* et la *"terreur rouge"* nécessaires pour détruire l'influence politique des nationalistes et porter un coup fatal à la puissance économique des propriétaires fonciers et des capitalistes sont acceptées malgré les excès qui vont entraîner la liquidation d'environ vingt millions d'individus. Mais ces "ennemis du peuple" une fois liquidés, comment justifier le maintien de la dictature du parti communiste ? Va alors être élaborée la notion d'*"ennemi potentiel"* qui va permettre de considérer toute critique contre le parti de "complot visant à restaurer l'impérialisme américain et les réactionnaires nationalistes" : c'est désormais cette même grande masse de la population qui va être concernée. Dans sa célèbre directive de 1957 *"Sur la manière correcte de résoudre le problème des contradictions internes au sein du peuple"*, Mao Tsé-toung rappelle que l'instauration du socialisme ne signifie pas la fin de la lutte des classes. Les contradictions au sein de la société subsistent mais ne sont pas toutes de même nature. Il faut différencier les contradictions *"entre nous et nos ennemis"* et les contradictions *"au sein du peuple"*. Ces dernières, entre intellectuels et paysans, entre les dirigeants et le peuple, entre l'individu et la collectivité doivent recevoir une solution pacifique alors qu'il faut *"utiliser des méthodes dictatoriales pour lutter contre nos ennemis"*, à savoir *"ceux qui protestent ou se montrent hostiles à la révolution socialiste"*. Mais comme c'est le Parti qui va définir le groupe social, ou l'individu, considérés comme un ennemi du peuple, il s'ensuit que les contradictions *"au sein du peuple"* peuvent se transformer en contradictions *"entre le peuple et ses ennemis"*... selon les besoins et les souhaits du Parti !

## Le laogaidui en prise directe

C'est cette même année 1957 que va s'enclencher pour Harry Wu l'inexorable mécanisme de sa descente aux enfers.

Issu d'un milieu bourgeois occidentalisé – son père était avant la Libération (10) directeur-adjoint de la Young Brother Bank et lui-même a fréquenté l'école St-Francis à Shanghaï, tenue par des missionnaires jésuites –, il a alors 20 ans et est un brillant étudiant en 3e année à l'Institut de Géologie de Pékin. Lorsqu'il y est entré en septembre 1955, il *"brûlait de consacrer (sa) vie à aider le parti communiste, à bâtir un nouvel avenir, une nouvelle nation où chacun vivrait dans la dignité, à l'abri du besoin et de l'injustice"*. Mais il déchante très vite. A peine arrivé, il doit rédiger une autobiographie décrivant les événements marquants de sa vie et remplir un questionnaire sur les membres de sa famille et ses amis proches. Chaque classe est flanqué d'un *"camarade"* chargé de l'éducation idéologique et la sélection va s'opérer selon des critères politiques : il faut d'abord devenir *"rouge"* et ensuite *"expert"* technique, la prime étant donnée aux étudiants issus de la paysannerie, ensuite aux enfants d'ouvriers et de soldats, avec enfin en bas de l'échelle les rejetons de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Incité à l'automne 1956 à adhérer au Parti, il ne donne pas suite car la condition posée est de couper les ponts avec sa famille afin de *"ne plus être contaminé par elle"*. Et c'est le 3 mai 1957 que le cours de sa vie va prendre un tournant décisif. Wu prend la parole dans une réunion spéciale où chacun doit exprimer ses opinions personnelles pour *"aider le Parti à rectifier les erreurs passées"* dans l'esprit de la Campagne *"Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent"* (11), lancée l'année précédente par Mao Tsé-toung en personne. Faisant fi de toute prudence, il s'élève contre la discrimination entre étudiants fondée sur l'origine de classe alors que *"nous voulons tous participer à l'édification du socialisme"*, la sévérité du *"mouvement d'extermination des contre-révolutionnaires"* de 1955 dont ont souffert trop d'innocents, et l'intervention soviétique en Hongrie en 1956 *"qui ne semble pas faire honneur au communisme"*.

*"Déchu du peuple"* et catalogué *"droitier"* à l'automne 1957, vont s'ensuivre deux années de séances de critique collective qui déboucheront sur son expulsion de l'université le 27 avril 1960 pour avoir *"persisté dans son refus de se réformer au lieu de devenir un bon étudiant socialiste et (avoir) choisi de rester dans le camp des ennemis de la révolution"*. Il est aussitôt mis en état d'arrestation par un officier de la Sécurité Publique qui *"au nom de la municipalité populaire de Pékin condamne le droitier contre-révolutionnaire Wu Hongda à la rééducation par le travail"*. Il va rapidement rejoindre la ferme de Qinghe, vaste complexe regroupant une vingtaine d'unités agricoles et industrielles et employant plusieurs milliers de prisonniers. La façon dont il décrit les transformations qu'il subit pour s'adapter au nouveau système de valeurs régnant dans les camps, et pouvoir ainsi survivre, rappelle le *"Si c'est un homme"* de Primo Levi. D'autant que les années 1960 et 1961 sont les deux années les plus noires de l'histoire de la Chine contemporaine. Le délire du Grand Bond en Avant, concocté par Mao et consistant à mobiliser toutes les forces productives des campagnes dans une politique d'industrialisation forcenée *("à chaque village son haut-fourneau")*, va déboucher sur une gigantesque famine entraînant la mort de plus de trente millions de personnes. Wu n'a alors qu'une obsession : manger. En l'espace d'un an, il ne pèse plus que 36 kg et n'en réchappe qu'avec l'appui de Xing *"la grande gueule"*, un *"paysan de trois ans (son) cadet, originaire d'un village ravagé par la famine, un petit voleur sans éducation ni opinion politique"* qui lui apprend à se battre, à se protéger du froid, à pister les traces des mulots pour voler




*L'auteur à l'entrée de la route de Tuanhe, qui traverse la ferme d'est en ouest (camp RPT de Pékin).*

leurs réserves de grains, et qu'il en vient à considérer comme *"le maître le plus éminent et le plus savant de toute (son) existence"*.

En 1962 il est transféré à la Ferme de Tuanhe où il reprend rapidement des forces grâce notamment à sa nouvelle fonction de chef de brigade. Les prisonniers sont en effet regroupés en brigades composées d'une dizaine d'hommes. Chaque chef de brigade est responsable du quota collectif mais répartit le travail comme bon lui semble, se créant ainsi des obligés en leur donnant des tâches faciles à exécuter et surchargeant par contre ses bêtes noires, comme Wu avec Fan Guang le chef d'études. Innovation du système chinois, celui-ci est le pendant idéologique du chef de brigade : c'est lui qui, au cours de la séance quotidienne d'étude d'articles du *"Quotidien du Peuple"* et des œuvres de Mao, est chargé de veiller aux progrès de la réforme mentale de ses co-détenus, et s'appuie sur les mouchards qui en dénonçant les *"propos contre-révolutionnaires"* entendus ici et là témoignent de leurs propres progrès, gage d'une hypothétique libération anticipée. C'est ainsi que pendant la Révolution Culturelle Wu sera *"démasqué"* pour avoir caché ses romans préférés dont *"Les Misérables"*, – alors qu'en tant qu'*"objets réactionnaires"* ils devaient être brûlés – et condamné au *"supplice de l'avion"* (12) : Fan Guang en profitera pour lui casser l'avant-bras gauche à coup de massue ! Devant ainsi constamment rester sur leurs gardes et ne pouvant compter que sur eux-mêmes, les prisonniers en viennent à se comporter comme une meute de chiens toujours prêts à s'entre-déchirer.

Le rythme de travail imposé ne leur laisse par ailleurs guère de répit : *"A 8 heures chaque matin, les prisonniers se rassemblaient devant les baraques pour battre le rappel puis ils marchaient en rang jusqu'à l'usine. Le premier repas était servi dans la cour de l'usine, puis à 9 heures la classe d'études débutait. A 11 heures, les prisonniers de service réunissaient tout le monde pour le déjeuner et le travail reprenait à midi. Jusqu'à minuit il n'y avait qu'une seule pause, pour manger et se reposer. A minuit les gardiens regroupaient les détenus, leur donnait des conseils pour se réformer et les renvoyaient à leurs baraques pour le dernier appel. Nous dormions de 1 h à 8 h, puis tout recommençait 7 jours sur 7."* Dans ces conditions les jours deviennent vite indiscernables et seule compte la survie : *"Tout ce qui me restait de sentiment d'humanité avait disparu. Je n'étais plus qu'une bête de somme, travaillant, mangeant et dormant."*

Le pire restait pour Wu qu'à la différence des prisonniers condamnés au redressement par le travail, purgeant leur peine de prison à la suite d'une condamnation, il faisait partie des condamnés à la rééducation par le travail, détenus à la suite d'une simple mesure d'internement administratif dont la durée était fonction de la progression de leur réforme... Face à une telle situation digne du *"Désert des Tartares"*, nombre de ses co-détenus en vinrent à se suicider, et seule sa foi catholique l'empêchera de commettre l'irréparable.

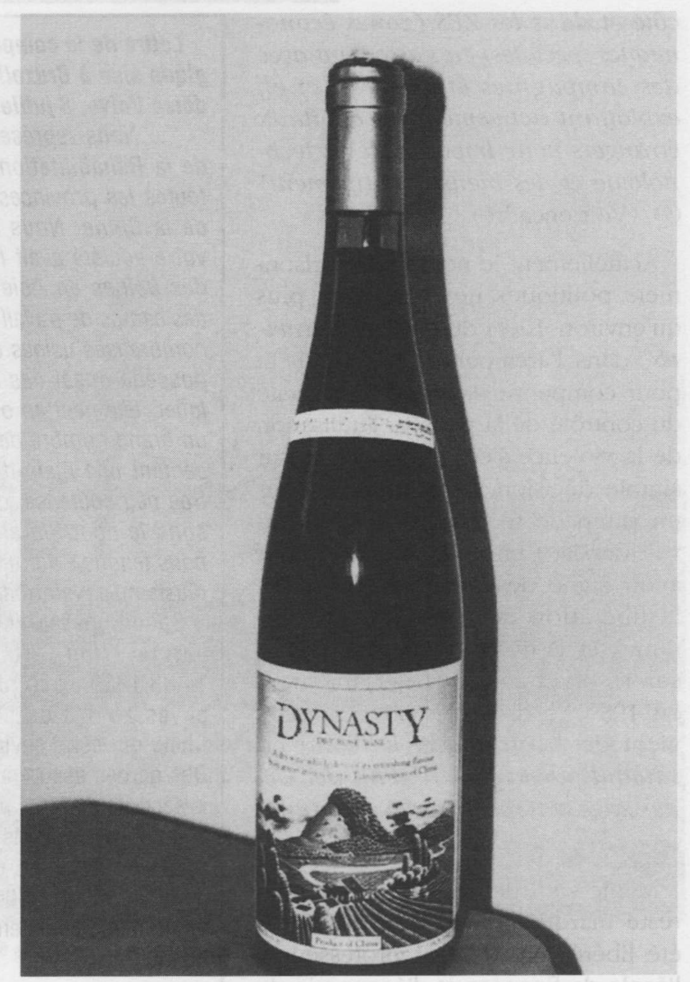
Début décembre 1969, lors de l'appel matinal, un capitaine du camp énumère les noms de 80 prisonniers, dont le sien, suivis de la dénomination *"travailleur libre"*. *"Contre tout attente ma condamnation à la rééducation par le travail était révoquée. J'apprenais inopinément au bout de 9 ans que je cessai enfin d'être prisonnier."* Nouveau transfert à la mine de charbon de Wangzhuang où certes les conditions de vie s'améliorent : son travail va être, chichement, rémunéré, il peut choisir les plats qu'il souhaite à la cafétéria, notamment de la viande dont il a été tant sevré, il peut écrire des lettres, recevoir des visites, solliciter l'autorisation de rentrer chez lui une fois par an et de se marier, ce qu'il fera d'ailleurs l'année suivante avec une ex-prisonnière. Mais il vit toujours sous la férule d'une surveillante sans relâche et sa présence est requise tous les jours pour une classe d'études de 2 heures comportant critique de ses camarades de brigade et preuve de sa constance dans la réforme de la pensée.

En outre *"sans certificat de travail ni ticket de ravitaillement nous étions bloqués à Wangzhuang. Je comprenais l'irrémédiable de ma situation, la société normale m'était à jamais fermée"*. L'arbitraire continue de régner et peut aller jusqu'à l'exécution. Condamné à cinq semaines de cachot pour n'être pas rentré à la date prévue d'une permission de se rendre dans son village natal, un certain Yang Baoying y avait écrit sur un paquet de cigarettes : *"A bas le président Mao"*. *"Cette insulte scella son sort... Yang était condamné par le capitaine Li à être exécuté sur le champ... Le gardien qui avait appuyé sur la gâchette récupéra la cervelle que le père du*

*capitaine Li, âge de 70 ans, mangea crue pour ses propriétés thérapeutiques."*

Wu devra attendre l'année 1974 pour obtenir enfin l'autorisation de se rendre à Shanghaï qu'il avait quitté 17 ans plus tôt. Mais sa joie initiale lui laisse à l'arrivée un goût amer. *"Ma sœur ne me donna aucun détail sur le passé des uns et des autres et je ne lui posais pas de questions. L'habitude du silence était si profondément ancrée en nous, la peur de la critique et de la punition si tenace que personne n'osait évoquer ses problèmes... Nous nous contentâmes de parler de choses et d'autres, le prix des denrées dans les boutiques, la pluie et le beau temps."* Ils étaient devenus des étrangers l'un pour l'autre.

Enfin, après 19 ans passés dans le laogaidui, Wu recevra l'annonce officielle de l'annulation de sa peine en janvier 1979. Finie la citoyenneté de seconde zone : *"Je m'enorgueillissais d'avoir rallié le prolétariat ; soudain je renaissais."*




*Le rosé Dynasty est produit par un consortium franco-chinois, à Tianjin, République populaire de Chine. Cette bouteille a été achetée dans un supermarché du comté de Santa Clara, Californie, en mai 1990. Le vin est également importé par la Nan Yang Trading Company, Inc. Palo Alto, Californie.*

## La nouvelle politique de Deng Xiaoping

Ce changement de situation n'était pas cette fois fortuit mais la conséquence du changement politique qui s'était opéré à la tête du pays.

Deng Xiaoping revient en effet au pouvoir au printemps 1978. Sous sa houlette le comité central du Parti communiste émet en octobre une résolution maintenant que le mouvement anti-droitier était nécessaire (13) mais que les choses étaient allées trop loin et qu'en conséquence la plupart des personnes concernées seront blanchies. Fin du primat idéologique. Avec la politique des *"4 Modernisations"* la réforme économique est à l'ordre du jour et la production du travail correctif va devoir s'adapter dans le sens d'une ligne d'intensification de la productivité. Une série de textes vont être promulgués pour habiller d'un paravent légal les nouvelles pratiques pénitentiaires jusqu'à la loi du 29.12.1994 qui va remplacer le terme de *"laogai"* par celui de *"prison"*, ce changement de dénomination étant *"exigé par nos liens avec la communauté internationale et elle est favorable dans le cadre de notre lutte pour les droits de l'homme sur le plan international"*. (*) Cette logomachie est dans le droit fil de la nature orwellienne du Parti que l'on retrouve dans l'aphorisme suivant : *"Un coupable en liberté c'est une faute gravissime ; un innocent sous les verrous, ce n'est qu'une erreur dans les méthodes de travail."* (*) De toute façon seul compte le Parti, pierre angulaire du régime, et dont les principes directeurs font office de lois comme Deng Xiaoping lui-même l'a rappelé : *"La loi doit suivre la politique et la servir, incarner les besoins politiques, protéger les actes politiques, et préserver la stabilité politique."* (*)

Compte tenu des nouveaux enjeux du régime, l'obligation de la politique corrective va donc faire de plus en plus place à la rentabilité financière. Les camps vont se transformer en véritables entreprises fonctionnant comme n'importe quelle société commerciale avec un encadrement recruté et payé selon les mêmes normes. On assiste ainsi à la mise en place d'un système de responsabilité contractuelle avec une spécialisation dans des produits correspondant aux demandes intérieure et internationale. La nouveauté de ces dernières années est en effet la pénétration du marché international. Outre les produits traditionnels comme le riz, le coton, la viande, le thé, les fruits – à l'instar de la Ferme de Tuanhe qui a créé avec la firme Rémy-Martin un consortium franco-chinois approvisionnant en vin le marché international sous la marque Dynasty, également dénommée en France *"Nuidechine nuicaline"* –, les nouvelles sociétés commerciales du laogaidui sont incitées *"à exploiter au mieux les avantages du travail correctif dans les villes ouvertes de la*

*côte et dans les ZES (zones économiques spéciales) en s'associant avec des compagnies étrangères, et en exploitant activement les capitaux étrangers pour importer de la technologie et des biens d'équipement"* (*). (Voir encadré)

Actuellement le nombre de prisonniers politiques ne représente plus qu'environ 10 % du total des *"invités"* dans l'archipel du laogaidui. Et pour compenser la perte d'efficacité du contrôle de la pensée, l'utilisation de la violence s'est accrue. Placé sur simple décision administrative dans un camp de rééducation par le travail (laojiao) en juillet dernier, pour avoir signé des pétitions réclamant la libération des prisonniers politiques et l'ouverture d'une enquête sur les événements de Tiananmen en 1989, le dissident Chen Longde vient de *"se fracturer le fémur en sautant par la fenêtre d'un deuxième étage pour échapper à la torture"*. (14)

Même sorti de cet enfer, le détenu reste marqué à jamais. Après avoir été libéré, Wu devient professeur à l'école de finances et d'économie du Shanxi. Ayant évoqué librement son séjour dans les camps auprès d'un de ses étudiants, il reçut aussitôt de ce dernier cette mise en garde : *"Restez aussi discret que possible, ne remuez pas le bout de la queue". "Je saisis le sens du message de mon étudiant. Il me mettait en garde contre un excès d'assurance. Certes j'étais libre mais je n'avais rien d'un citoyen ordinaire. Je traînais un lourd passé derrière moi et il ne fallait surtout pas croire qu'on me laisserait tranquille... Rien n'indiquait qu'à l'avenir le Parti n'invoquerait pas quelque nouveau prétexte pour châtier quiconque s'était opposé à lui par le passé."*

**Lettre de la compagnie Chinter-Belgique sise à Bruxelles à la firme suédoise Volvo, 8 juillet 1989 :**

*"... Nous représentons les bureaux de la Réhabilitation des criminels de toutes les provinces le long des côtes de la Chine. Nous avons appris que votre société avait l'intention d'établir des usines en Asie. L'administration des camps de travail peut vous louer de nombreuses usines de votre choix. Elle possède aussi des sites industriels à louer. Elle peut en outre vous procurer un grand nombre de prisonniers représentant une main-d'œuvre qualifiée et très peu coûteuse, dont nous garantissons le contrôle et la sécurité. Nous nous tenons à votre disposition pour de plus amples informations".*

Conditions particulières rapportées par le *"Hong Kong Standard"* du 11.08.1989 : Les prisonniers seraient payés au 1/3 du salaire de base en Chine qui est d'environ 40 $ par mois. Des gardes assureraient la discipline et la sécurité dans les usines.

Au nom des droits de l'homme, Volvo rejeta l'offre, bien que l'affaire ne lui aurait coûté qu'1/50e du coût d'implantation d'une usine en Europe... Jusqu'à quand ?

Afin de se débarrasser définitivement de cette véritable tunique de Nessus Wu va donc se résoudre à quitter sa terre natale. Il quitte la Chine en 1985, devient professeur associé à l'Institut Hoover rattaché à l'Université de Stanford, et acquiert la nationalité américaine. Afin de lever le voile sur ce *"linceul de silence"* (15), il retourne en Chine en 1991 *"en touriste"* pour filmer le réseau des prisons secrètes chinoises. La diffusion d'un *"60 minutes"* par CBS le 15 septembre 1991 ainsi que la publication le même jour d'un dossier dans le magazine *Newsweek* entraîne une violente réaction du Ministère Chinois des Affaires Etrangères, accusant ces deux organismes d'"avoir dangereusement falsifié les faits" et *"ouvertement calomnié la Chine"*. En 1992 Wu crée la *"Laogai Foundation"* et retourne plusieurs fois, clandestinement, en Chine. Arrêté en juin 1995, considéré comme *"espion"*, il sera condamné à mort avant d'être expulsé en août à la suite d'une importante campagne de presse internationale en sa faveur. Malgré cela, Wu poursuit son inlassable combat et est venu en témoigner en France en avril dernier lors de la visite du Premier Ministre Li Peng pour lequel le Président de la République a *"déroulé le tapis rouge"* (16). Les camps d'extermination nazis et le goulag soviétique sont désormais connus de tous (17). Il faut qu'il en aille de même pour le *"laogaidui"* chinois dont les vingt millions de victimes nous interpellent.

**J.-J. GANDINI**

(1) En le cautionnant tout d'abord avant, une fois son pouvoir affermi, de le réprimer en faisant notamment condamner à 15 ans de prison sa figure emblématique, Wei Yingsheng ; lequel vient d'être à nouveau condamné à 14 ans de prison en décembre 1995 sous le même fallacieux prétexte d'"atteinte à la sûreté de l'Etat".

(2) Editions Bleu de Chine, 1995, 380 p., 170 F.

(3) Editions Dagorno, 1996, 320 p., 120 F.

(4) Editions Gallimard, 1975.

(5) Il en est sorti non parce qu'il avait purgé sa peine mais à titre de "bons offices" en contrepartie de la reconnaissance de la Chine Populaire par la France ; ce qui permet au passage de saluer la mémoire de Jacques Guillermaz qui n'y a pas peu contribué.

(6) Editions Fayard, 1992.

(7) Nom chinois du complexe des camps de travail.

(8) p. 45 de *"Laogai"* op. cité note 3.

(9) Toutes les citations suivies d'une * sont tirées de différents documents internes du PCC, inédits pour la plupart, et dont Wu donne à chaque fois les références dans *"Laogai"* op. cité note 3.

(9b) Selon le jargon orwellien en vigueur, ils sont également dénommés "prisonniers libres".

(10) 1er octobre 1949, fondations de la RP de Chine.

(11) Pour plus de détails, voir *"Les Cent Fleurs"* de Siwitt Array, Ed. Flammarion 1973.

(12) Pendant que deux co-détenus l'empoignent par les épaules pour l'obliger à plier les genoux et lui ordonnent de demander grâce au Parti, deux autres ramènent ses bras le plus haut possible en arrière et l'immobilisent dans cette position.

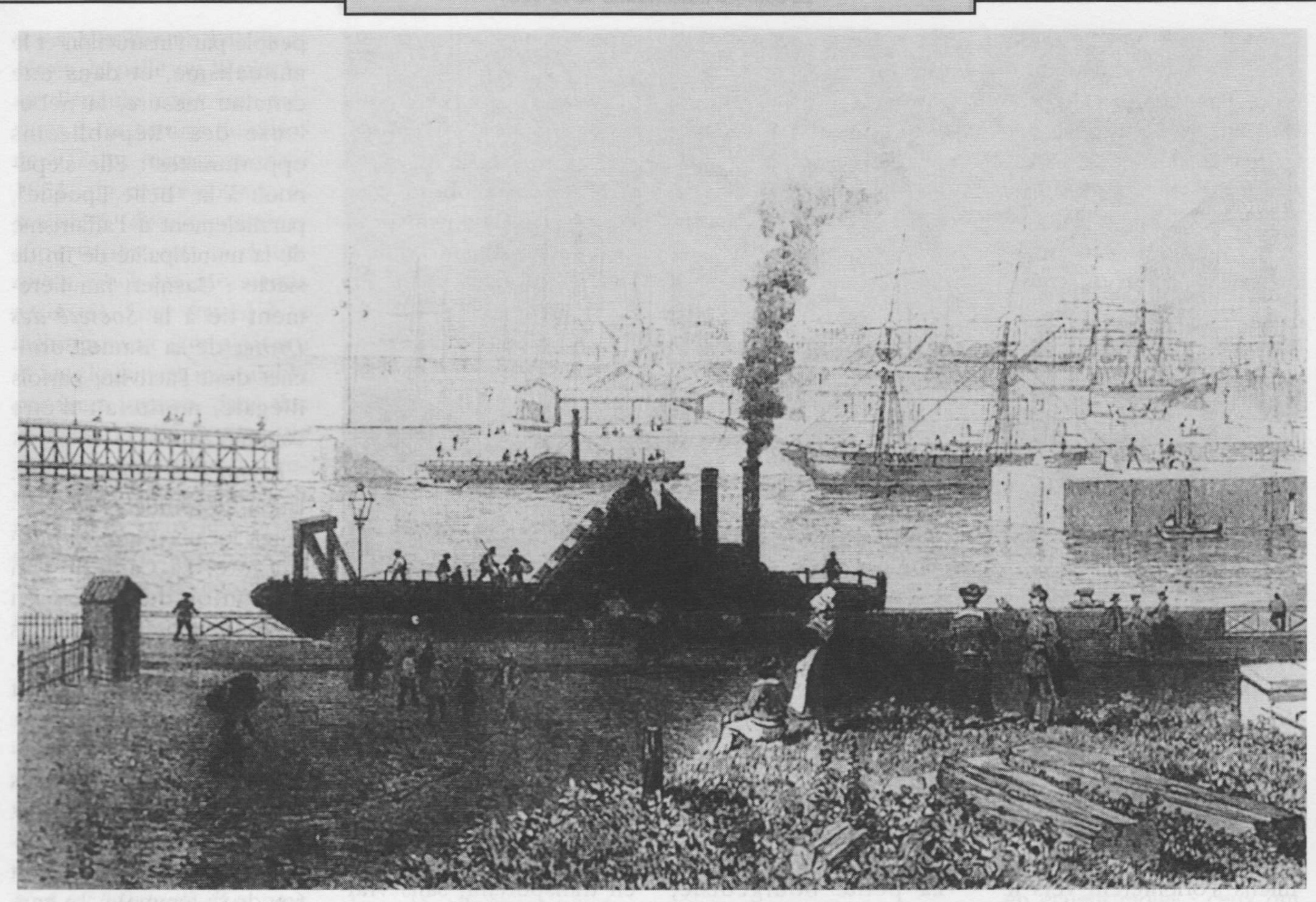
(13) Il ne pouvait en être autrement puisque c'est le même Deng Xiaoping, alors secrétaire général du PCC, qui avait déclaré le 23.09.1957 devant le 8e Congrès : *"La contradiction entre les droitistes des classes capitalistes et le peuple est une contradiction entre l'ennemi et nous, sa nature antagoniste ne doit pas être atténuée car il s'agit d'une lutte à mort"*.

(14) *"Un dissident chinois blessé dans sa fuite" Libération*, 28.08.1996.

(15) *"Le goulag chinois, linceul de silence"* à propos du livre de J.-L. Domenach (note 6) in *"Chine fin de siècle : tout changer pour ne rien changer"*, J.-J. Gandini, ACL Lyon 1994.

(16) Enfin presque tous, si l'on excepte un quarteron de négationnistes et de staliniens non repentis.

(17) *"Une coupe de Dynasty, Monsieur le Président ?"*, J.-J. Gandini, *"Midi Libre"* du 10 avril et *"La Gazette de Montpellier"* du 12 avril 1996.



*Vue prise de l'entrée du port, vers 1860.*

# La société nazairienne (1848-1857)

**Suite du dernier article de notre regretté camarade Maurice Perrais (Gavroche n° 90).**

Le développement de Saint-Nazaire commença avec la desserte de Nantes par vapeur avec escale à Paimboeuf. Liaison régulière et rapide, elle favorisa en premier lieu les échanges avec le pays paimblotain, arrondissement rural le plus développé du département. En 1847, Monsieur de La Gournerie - ingénieur des Ponts et Chaussées - fut chargé "en régie" (à son compte) des travaux préliminaires du creusement du bassin. La population en expansion fut intéressée par les propositions et se présenta à l'embauche. La paye fut décevante malgré les promesses : salaires de misère et refus du remboursement du passage de la Loire.

Avec dignité, ils prirent leur compte et rentrèrent chez eux. Près de trois cents Bretons misérables étaient prêts à prendre la suite, mais ils ne souhaitaient pas leur retirer le pain de la bouche ! Les épreuves de la guerre de Vendée, toujours présentes dans les mémoires, ne pouvaient les laisser insensibles à la compassion. Ce fut le premier contact entre les *Bretons frustes* et déracinés et les *Ventrachoux* relativement instruits, ouverts au siècle par le contrat maritime. Il est probable qu'ils purent, dans les moments difficiles, compter sur leur bienveillance et leur aide. Jamais dans ma famille originaire d'outre-Loire, je n'ai entendu de propos malveillants ou méprisants à leur égard, pour eux c'était des "beurtons" ou des "brettes", alors qu'on les traitait couramment de "nigousses" que les enfants agrémentaient du cruel refrain : "Les pommes de terre pour les cochons, les épluchures pour les bretons".

## La population

Passer la Loire se fit sans précipitation et en connaissance de cause. On avait de lointaines attaches : *Harvard-Duclos*, le maire rem-



*Vers 1860, la Place de la Marine, aujourd'hui Place du Bassin.*

placé en 1848 avait été vingt ans secrétaire de mairie à Paimboeuf. Individualistes mais conviviaux, les miens s'orientèrent vers le petit commerce, et j'ai souvenir de cousins chez qui nous descendions vers 1930, dans l'épicerie-buvette des débuts nazairiens où régnait une ambiance gaie et chaleureuse. Bons paroissiens, portés sur le social, ils étaient fiers de leur compatriote Esseul, le chafournier et conseiller municipal, qui traita Briand, au temps de sa jeunesse dissipée, de "saltimbanque".

Autre variété migrante, totalement bretonnante, les riverains de la côte atlantique du Finistère et du Morbihan, autour d'un noyau d'inscrits maritimes, appelés par les emplois portuaires : Compagnie Générale Transatlantique, remorquage, lamanage, pêche, Ponts et Chaussées, Douanes, pour qui les terrassiers n'étaient que des "ploucs", de vulgaires paysans ! Arrivés plus tardivement, ils seront, après 1870, la communauté armoricaine dominante, animée, colorée et parfois bruyante, qui colonisera le vieux bourg, le "Petit Maroc", comme elle espéra coloniser Le Croisic.

La petite bourgeoisie, propriétaire du foncier, sans grande valeur dans le premier tiers du siècle, eût sa consécration aux élections de 1848, où le curé David, connu pour son sens chicanier des affaires, fit élire à la mairie son poulain, le jeune médecin Guillouzeau, au pouvoir vingt-deux ans, jusqu'à la chute de l'Empire. Elle spéculait petitement sur ses terrains et confia ses profits au notaire Picard pour accéder à l'état enviable de rentier. Ils seront cinq cent mille à la fin du siècle. Le théâtre de leur contemporain Labiche nous a laissé un portrait benoîtement réaliste, rectifié férocement par le dessinateur Daumier, d'une société uniquement motivée par le profit. Ses pièces furent inlassablement jouées sur la scène des patronages, devant un public attendri, se complaisant à y retrouver ses racines.

A l'échelon supérieur, les marins (le port de Méan est rattaché administrativement à Saint-Nazaire en 1857 et territorialement en 1864) dont les capitaines firent leur pelote de 1858 à 1870 en transportant, sans vraiment de concurrence, sur leurs voiliers, le charbon anglais. Le long cours avait pratiqué pendant plus de cent cinquante ans la *Traite des Noirs*, licite, puis prohibée après 1815. Ils se reconvertirent, après l'abolition de l'esclavage par la Seconde République en 1848, dans le "transport de coolies" en Océan Indien pour les planteurs de Maurice, La Réunion et le Quesland Australie. Les Ricordel s'étaient illustrés au 18ème siècle ; après le cabotage du bois du Nord et de charbon, ils devinrent lamaneurs et shipshandlers dans le nouveau port.

Les négociants, artisans, industriels, cadres des nouvelles activités, navigateurs, fonctionnaires apportaient souvent des idées nouvelles et subversives qui aboutirent, en 1864, à la création de la loge "L'Etoile des deux Mondes" et, la contestation du pouvoir clérical. La Franc-Maçonnerie animera l'émancipation du petit peuple par l'instruction et le mutualisme, et dans une certaine mesure, la nébuleuse des "Républicains opportunistes". Elle s'épanouit à la "Belle Epoque", parallèlement à l'affairisme de la municipalité de fin de siècle : Gasnier, familièrement lié à la *Société des Dunes* de la Baule-Pornichet dont l'activité, parfois illégale, mériterait d'être connue.

Quant à la grande spéculation, les prudents propriétaires locaux Cran, Cavaro-Kergore, La Canterie (un million-or de profits en 1860), se retirèrent à temps pour vivre de leurs revenus. En 1868, la faillite du Crédit Immobilier entraîna la chute de l'imprudent et visionnaire Césard et de ses émules locaux. Les victimes durent méditer les propos du journaliste à la mode, Rochefort (ou de sa femme) : "Le banquier est un monsieur qui vous prête un parapluie quand il fait beau, et vous le reprend quand il pleut".

En 1862 mourait le notaire Picard, son neveu Blanchard, fils d'un capitaine (négrier) lui succéda. Le matin du 12 août 1874, il prit le train avec la caisse de l'étude et disparut pour toujours. Le 17 mars 1876, la cour d'Assises de Nantes le condamna aux travaux forcés à perpétuité... par contumace [2]. "Le notaire, c'est celui qui hérite de tout le monde".

Spectaculaires dans leur misère, les familles particulièrement indigentes, qu'on peut évaluer à une bonne centaine en 1847-1848 à Saint-Nazaire ne doivent pas faire oublier leurs compatriotes esseulés, beaucoup plus nombreux qui, pendant des années rentraient au pays pendant le chômage hivernal. C'est eux qu'on voyait revenir au début du printemps et pas-

ser à Missillac en bataillons serrés, la pelle ou la pioche sur l'épaule pour être présents à l'ouverture du chantier (3). Au recensement de 1851, ils représentent la majorité des terrassiers répertoriés, et je doute qu'ils aient été alors tous recensés. Leur travail à la tâche pouvait être aléatoire et leur logement inavouable par leurs logeurs, dans des granges ou des écuries. Ils apparaissent pour la première fois officiellement en mars 1847, dans le rapport du lieutenant de gendarmerie Pilée, à la première embauche :

*"Il y a en ce moment trois cents, et sous peu le double, gens à peu près sans aveu* (sans foi ni loi) *et qui seraient prêts à l'occasion à se porter à des excès de violence qui pourraient entraîner au mal et mettre en péril les habitants d'un pays calme et tranquille"* (4).

Le ton était donné. L'année suivante, le 9 mars 1848, avant son "adhésion pleine et entière au gouvernement provisoire de la République", le maire *Harvard-Duclos* réclamait deux cents fusils pour armer la garde nationale et faire régner l'ordre (5), avant d'autoriser l'entrepreneur des travaux du port à établir une voie ferrée pour évacuer les déblais (6). Bien peu de Bretons participèrent aux scrutins : législatif du 23 avril, municipal du 31 juillet, et présidentiel du 6 octobre. Sur l'initiative du député Louis-Napoléon Bonaparte, "l'extincteur du paupérisme", la loi sur la limitation de la journée de travail à dix heures fut votée, avec possibilité de dérogations. Le terrassier gagnait alors deux francs cinquante par jour contre un franc cinquante au creusement du canal de Nantes à Brest (terminé en 1844), zéro franc soixante et nourri pour un valet de ferme. Le pain était cher, et le 20 février, l'octroi sur les boissons allait être étendu aux "produits types". A la gendarmerie venait s'adjoindre un commissaire de police...

## 1849

L'insurrection de juin 1849 à Paris, durement réprimée, provoqua le commentaire suivant du curé de La Meillerais : *"Si cela avait duré trois à quatre jours de plus, la guillotine aurait parcouru nos campagnes"*. Le procureur de Rennes, suite à une plainte du 17 juin, mit l'évêque de Nantes en garde contre ces propos séditieux. Les élections législatives, gênées par l'épidémie de choléra virent le succès de la droite. Le 5 décembre, M. de La Gournerie, ingénieur en chef des Travaux Publics, découragé par le manque de crédits qui ne permettait pas un travail suivi au creusement du bassin, était nommé professeur à l'Ecole Polytechnique à Paris. Son adjoint Jégo qui lui succédait fit le point de la situation :

*"Il n'est alloué aux travaux du port que 200 000 francs. Avec d'aussi faibles ordonnancements, il n'est pas possible, disent les Conseillers Généraux, d'opérer sur une vaste échelle, il faut nécessairement réduire l'importance des chantiers successifs, ajourner les travaux spéciaux, en suspendre d'autres qui ne devraient point souffrir de discontinuité. C'est un désavantage très préjudiciable, car, au commencement de chaque campagne, il faut notamment épuiser à grands frais l'eau provenant des pluies hivernales qui envahit les fouilles. C'est au moins un million de francs au lieu de 280 000 francs qu'il eût rationnellement fallu mettre à la disposition des ingénieurs des Ponts et Chaussées"* (7).

## 1850

Le passage à la seconde moitié du 19ème siècle voyait monter le cours des bestiaux dans les campagnes, et apparaître les batteuses, charrues métalliques, tarares, couvertures d'ardoises, amendements de chaux, guano comme engrais, ruches à cadres, horloges, ciels de lits à rideaux d'indienne, alors que Singer perfectionnait sa machine à coudre dans une Amérique qui commençait à s'éclairer au pétrole. Le 2 février 1850, le nouvel évêque, Monseigneur Jacquement "libéral autoritaire et gallican modéré", rassurait les possédants dans son premier mandement de carême :

*"Nous réprouvons avec indignation cette doctrine impie (le Socialisme) qui enseigne aux pauvres qu'ils ont le droit de porter une main criminelle sur votre héritage ou sur le fruit de vos travaux...*

*Nous ne voulons promulguer ici que ce principe chrétien qui oblige seulement le riche à donner son superflu : nous ne traçons pas d'autres règles"* (8).

Le 15 mars 1850, la *loi Falloux dispensa les Congréganistes du brevet exigé des laïques et se contenta de la lettre d'obédience qui garantissait leur qualité de Congréganiste* (9). Monseigneur Félix Dupanloup, défenseur de la "liberté de l'enseignement", nouvel évêque d'Orléans professait sur ce sujet des idées originales : *"L'étude des mathématiques, en comprimant la sensibilité et l'imagination, rend quelquefois l'explosion des passions terribles"* (10). Dupanloup était dans l'optique du pape Pie IX : *"L'enseignement philosophique fait boire à la jeunesse, le fiel de dragon dans la coupe Babylone"* et ne demandait à l'école que *"le respect des hommes"*. Saint-Nazaire accueillait alors 130 garçons, 40 filles dont 40 indigents.

Le 31 mai 1850, la loi de restriction du suffrage universel réduisait de près d'un tiers le corps électoral, de neuf millions six cent mille à six millions huit cent mille. Deux millions et demi en étaient radiés : ceux qui avaient moins de trois ans de domicile continu (migrants, trimards, ouvriers de chantiers, Compagnons du Tour de France), ceux qui avaient eus des condamnations même légères (braconniers, militants républicains), ou ceux qui n'étaient pas inscrits sur le rôle de taxe personnelle (indigents).

Le président Louis-Napoléon Bonaparte promit, grâce aux chantiers de chemin de fer et des ports, du travail pour tout le monde et l'assistance aux miséreux. Il comptait sur l'armée et le zèle de la magistrature pour maintenir l'ordre inflexiblement. Avec 387 000 hommes, l'armée saurait faire face (12).

Pendant ce temps, la municipalité s'impatientait de la lenteur des travaux, une souscription circulait pour l'achat d'une pompe à incendie et le préfet fermait à Nantes une boulangerie coopérative destinée à four-

nir du pain à bon marché (11), alors que le 15 juillet, paraissait le premier texte légal sur les sociétés de Secours Mutuels.

## 1851

En 1851, année humide, une épidémie de dysenterie se répandait dans le nord de l'arrondissement. La population du bourg nazairien qui avait plus que doublé en dix ans, donnait du souci à son curé David. Il rapportait à son évêque, à propos du jubilé d'avril : *"Les ouvriers employés du bassin... Dont la plupart ont travaillé sur les chemins de fer et toutes sortes de chantiers, appartiennent à toutes sortes de provinces, ainsi que les douaniers, nombreux dans l'étendue de la paroisse ; ils n'ont pas paru aux confessionnaux, ni même aux instructions... Un tiers des ouvriers (terrassiers) en ont profité... Malgré le mauvais vouloir des chefs... hommes pervertis par les mauvaises doctrines... Le peuple des campagnes est peu industrieux et même un peu fainéant"* (13).

A l'inauguration de la gare de Nantes, le 17 août, Monseigneur Jacquemet bénissait les locomotives et dans son discours souhaitait à la France un gouvernement d'esprit chrétien : *"Ce jour là, elle sera bien près d'être sauvée, bien des problèmes seront résolus, et nous tous qui l'aimons, nous la verrons grande, glorieuse, stable, proclamée de toutes parts l'arbitre des nations et le salut du monde"* (14).

Le 4 octobre 1851, le Président, en vue de diviser l'opposition et de se concilier les Républicains, demandait l'abrogation de la loi de restriction du suffrage universel du 31 mai 1850. Mais le 2 décembre, il se proclamait Prince-Président à vie avec les pleins pouvoirs. Louis Veuillot journaliste, directeur de l'*Univers*, voyait en lui : *"L'homme au fouet qui rendra à la société ses fermes assises sur un prolétariat dûment maîtrisé"* (15). *"Le doigt de Dieu, il vient pour nous sauver"* renchérissait le cardinal Grousset. Au plébiscite du 21 décembre, sur 1 441 inscrits et 626 votants (64 % d'abstentions), les Nazairiens lui accordaient 603 OUI et 23 NON.

## 1852

L'année 1852 débuta par un printemps sec et ensoleillé, Pornichet récolta du sel à la mi-avril, les travaux portuaires reprirent de bonne heure. Le 8 janvier, naissait à Uzel le plus célèbre des "terrassiers" des Côtes du Nord, Fulgence Bienvenue, futur ingénieur-constructeur du métro parisien. Le premier charbonnier à vapeur était lancé en Angleterre, et en mai, le préfet interdisait la vente de boissons dans les débits pendant les offices religieux. Le 3 mars décédait à Heinleix l'ancien maire *Harvard-Duclos*, créole de Saint Domingue.

Le 2 décembre, "l'homme de la droite de Dieu" se proclamait Empereur des Français sous le nom de Napoléon III. Le conseil municipal votait un crédit de soixante-quinze francs pour le pain des pauvres et le plébiscite du 20 décembre l'approuvait par 1 008 OUI, 6 NON, et 575 abstentions, plus du quart des inscrits.

## 1853

Le 23 janvier 1853, l'Empereur épousait à Notre-Dame-de-Paris l'aristocrate espagnole Eugénie de Montijo. *"L'Impératrice est un modèle de vertu"* affirmait en confiance la municipalité de Mesquer. Le curé David se plaignait que ses jeunes gens allaient courir les filles jusqu'au calvaire de Pont-Château (quarante kilomètres, à pied aller et retour) et relatait que les couples stériles de Donges y gravissaient la "*Scala sancta*", la femme à califourchon sur le mari, dans l'espoir d'une naissance (16). Le 17 août paraissait le décret approuvant la construction de la ligne Nantes-Saint-Nazaire, et le 6 novembre, faute de crédits pour le bassin, les chômeurs assiégeaient la mairie qui refusait des secours aux "étrangers de la localité". Elle accorda finalement trois mille francs, puis mille francs pour un atelier de charité : terrassement et nivellement des rues et chemins (17).

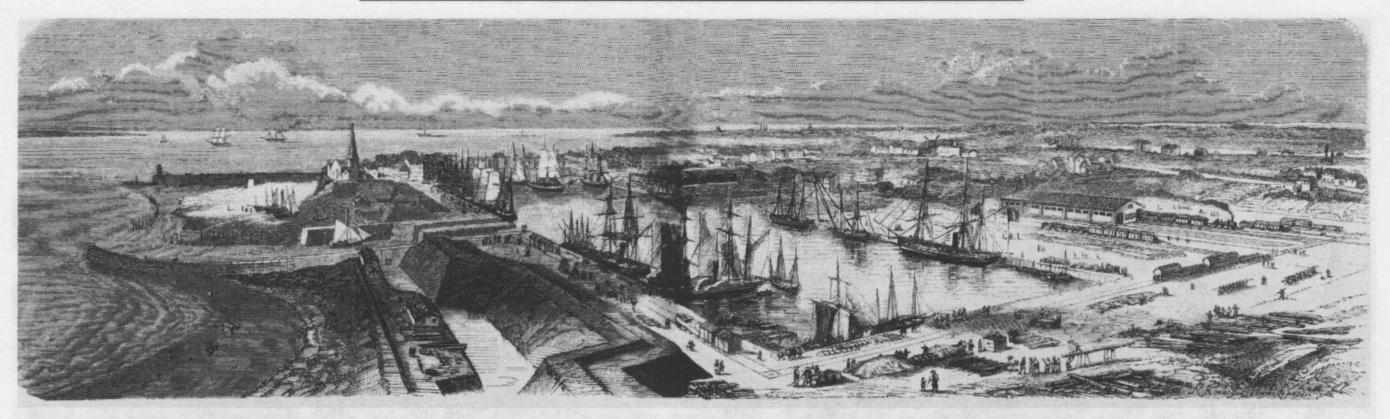
## 1854

1854 débuta par une sécheresse prolongée et la mobilisation des inscrits maritimes, célibataires et mariés pères de famille, pour la guerre de Crimée. Nouveau jubilé en mars, le curé glorifiait *"les ouvriers du bassin qui avaient érigé en son centre un monticule de vingt-sept mètres de haut, surmonté d'un feu de joie, que la foule gravissait à la lueur des torches"*. Bonnes moissons : *"nos laboureurs satisfaits et leurs champs riches des dons des bénédictions du ciel"* (18), ce qui n'empêchait pas le préfet de rapporter au ministre : *"le prix des subsistances se maintient à un taux excessivement élevé, la viande, le beurre, les œufs ont doublé depuis deux ou trois ans, l'augmentation générale est de plus d'un tiers"* (19). Le pain blanc au kilo : quarante-huit centimes, batelier : trente à trente-sept centimes, méteil : vingt-cinq à trente centimes, bœuf de première qualité un franc soixante-dix le kilo, seconde qualité un franc le kilo. Les prix à Saint-Nazaire sont plus élevés de 20 % qu'à Nantes. Le livret ouvrier était rendu obligatoire pour les mineurs et les ouvriers des chantiers, cinquante enfants étaient inscrits au bureau de bienfaisance, et la municipalité décidait la construction d'un hospice (20).

## 1855

La chronique de 1855 ne parle que de céréales rares et de vie chère. Les fonctionnaires recensent les indigents qui représentent près de 20 % de la population de Rennes. A Nantes, près de 3 500 familles perçoivent des secours : *"deux cent quatre adultes et cent six enfants mendient, pour compléter le salaire toujours insuffisant du mari dont une partie est dépensée au cabaret"*. Elles sont aidées par les religieuses de Bethéem dans le quartier de Barbin, paroisse de Saint Félix *"refuge misérable des familles bretonnes venues chercher du travail dans les chantiers et les usines"* (21).

Le médecin nantais Guépin, natif de Pontivy fut le



*Le bassin à flot de Saint-Nazaire.*

défenseur inlassable de ses pauvres compatriotes. Sa cousine Marie Moisan, fille d'un propriétaire terrien de la Ville aux Veneurs en Caradec près de Loudéac, épousa en 1854 le docteur Oheix de Savenay où ils vinrent habiter leur propriété de l'Oiselinière. Ils la lui cédèrent en 1858 et le docteur y passa le plus clair de ses loisirs, jusqu'à sa mort en 1873. Il exhorta les plus démunis à défendre leur dignité ; leur mendicité heurtait profondément le bon docteur :

Le 14 janvier, le Conseil Municipal nazairien "*constatant que les mauvaises récoltes ont fait augmenter le prix des produits de première nécessité, décida d'organiser un service médical gratuit. Presque immédiatement, cinq cents indigents figuraient sur les listes*". Le 10 février, il faisait admettre cinquante enfants nécessiteux à l'école (22). La mise en service du bassin à flot de Redon obligea les terrassiers à partir ériger seize kilomètres de digues de Loire en amont de Nantes. Le 15 mai, *l'Espérance du Peuple* relatait que sur la demande de paroissiens guérandais, la femme protestante et décédée du commissaire de police ensevelie avec les catholiques du cimetière, serait exhumée et enterrée ailleurs (23).

## 1856

En 1856, commerçants et spéculateurs affluent dans une ville où la réussite semblait facile (24). La municipalité, débordée devant le doublement de la population et voulant se démarquer des *hors venus* rappelait, dans sa séance du 6 février, qu'elle était autrefois "*charitable et hospitalière et vivait dans une aisance relative*".

Le 16 mars le curé David, avant de partir en retraite, posait la première pierre de l'église de la nouvelle paroisse rurale de l'Immaculée (Conception) qu'il espérait bien à l'abri de la *corruption*. Y assistait un jeune prêtre nazairien plein d'avenir, l'abbé Laborde, secrétaire de l'évêché depuis son ordination en 1850. Apprenant la naissance du prince impérial le 16 mars, la mairie offrit deux cents francs de vivres aux nécessiteux et autant pour les victimes des inondations de la Loire. La guerre de Crimée avait fait 100 000 morts. Louis Veuillot publiait ses premiers articles antisémites et, à Nantes, les chantiers Guibert qui employaient de nombreux charpentiers briérons, passaient à la construction métallique.

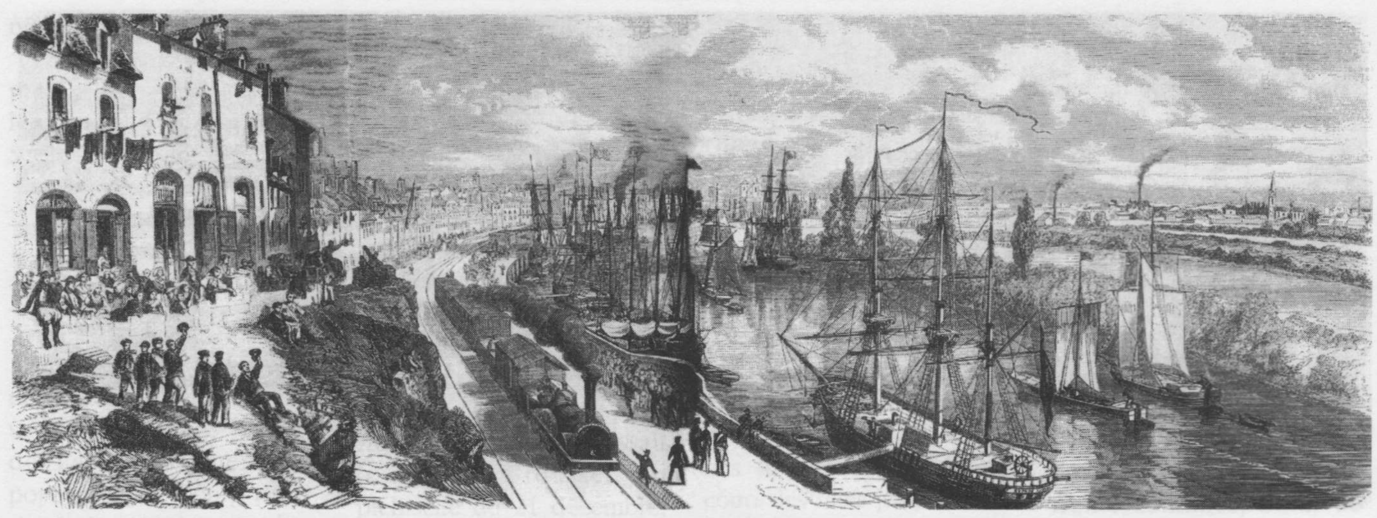
Neuf ans déjà que le bassin était commencé ! L'ingénieur Jégou, bien décidé de le terminer avant la fin de l'année demanda à l'Evêché une dispense de travail dominical. Le mercredi 24 décembre 1856, "*Vent d'ouest, bonne brise, à la marée de l'après-midi*", la Marguerite, capitaine Fruneau, venant de Liverpool, passait l'entrée et se rangeait à quai. Le lendemain, jour de Noël, La Seine, corvette de l'Etat, entrait en remorque. L'Emma et les trois-mâts Pur-Sang, sortis le 25 et le 31, n'ayant pas été signalés, on imagine que le bassin devait déjà accueillir *clandestinement* les navires depuis au moins quinze jours ! Le préfet Chevreau, en retard sur l'événement, avait fait paraître dans le *Courrier de Nantes* du 26 décembre : "*Le bassin à flot de Saint-Nazaire sera officiellement ouvert à la navigation le 1er janvier 1857*".

## 1857

"*Tous se ruaient vers Saint-Nazaire comme vers une autre Californie, tous étaient aiguillonnés par l'espoir ardent de se récupérer, de faire rapidement fortune dans un lieu où la réussite paraissait facile à tenter. La faible agglomération ancienne de pilotes, d'artisans et de modestes bourgeois fut littéralement submergée par l'immense vague humaine*" (25).

Arrivent de Nantes les importateurs de bois et de charbon, les Hailaust, les Duval, ou des armateurs qui étaient des commerçants (26). Le 10 mai, la société Duval obtenait la concession de l'éclairage public au gaz. Le lundi 8 août la circulation était ouverte à une seule voie entre Nantes et Saint-Nazaire : trois trains par jour pour cinq francs en première classe, quatre francs en seconde et trois francs cinquante en troisième. L'aller et retour coûtait trois francs cinquante : plus qu'une journée d'ouvrier ! C'était mieux que le slogan "*le train à un sou*" (du kilomètre). Déjà la compagnie du Paris-Orléans réclamait un second bassin et la Société d'Union Maritime qu'elle patronnait obtint la concession de la desserte des Antilles. Le Conseil Municipal se plaignit que le jury d'expropriation avait accordé aux propriétaires des terrains, des indemnités nettement exagérées (27).

Si l'inauguration s'était fêtée "officieusement" avec un modeste banquet de deux cents couverts, pour le 15 août fête de l'Empereur, ce fut du délire :



*Le chemin de fer de Saint-Nazaire, sur le quai de la Fosse, à Nantes – D'après les dessins de M. Guesdon.*

régates, musiques militaires, feux d'artifice, aérostats ! Le 22, *L'Illustration* publiait un article avec gravure montrant le train sortant de Nantes entre la butte Sainte Anne et la Loire, c'était la consécration nationale.

Peu de terrassiers quittèrent alors la ville. Pourquoi reprendre l'exode et retrouver ailleurs la misère ? Le négoce charbonnier les embaucha pour charger ses wagons sur le port, fabriquer boulets et briquettes. D'autres se casèrent comme manœuvres du bâtiment et de la voirie, leurs femmes ne rechignaient pas devant les lessives. Saint-Nazaire les avait adoptés...

Le 3 novembre était créé le quartier d'Inscription maritime et, Paimboeuf rattaché à celui de Nantes. La ville prenait du poids en attendant de ravir la sous-préfecture à Savenay (1868). *Le Journal de Saint-Nazaire* publiait depuis le 1er janvier des annonces de transactions immobilières ; le 13 août, la mise en vente de "trois hectares, de chaque côté de la rue de la Paix". De même, les nouveaux horaires des *Vapeurs de Loire,* blessés à mort par la concurrence ferroviaire qui mettait le nazairien à deux heures et quart de Nantes et quatorze heures de Paris. Le 8 août se produisait le premier accident sans gravité : une femme bousculée par un convoi à la station nantaise de La Bourse.

*"Monstre naissant de pierre et de plâtre qui dévore les prairies, avale les arbres, déchire et rase les coteaux. On y voit force cafés, cabarets, hôtellerie et gîtes de mauvaise mine... En général, toutes ces jeunes cités qui poussent aux abords des débarcadères n'ont pas l'air honnête. On vante le bastion de Saint-Nazaire où abordent les grands navires, les ingénieurs y font merveille. Ils sont bien ennuyeux les ingénieurs, et leurs merveilles aussi"* (28).

Louis Veuillot ne portait pas Saint-Nazaire dans son cœur ! Son journal suspendu par l'ingrat pouvoir impérial, il était au Pouliguen l'invité du riche comte d'Esgrigny. Il y rencontrait quelques légitimistes locaux, plutôt marginaux : le curé de Saint Molf, Biré et le comte de Montaigu. Il payait son écot en flattant sans retenue ses hôtes qu'il décrivait dans sa chronique comme les souverains d'un royaume dont il aurait été un prince en transit ! Le redoutable polémiste imitait les aristocrates dans leurs travers les plus contestables, avec une futilité qui se voulait distinguée, et une sécheresse de cœur envers le petit peuple dont il était issu. Qui le lit encore ? Il a le honteux privilège des premiers écrits antisémites en 1856, initiant le clergé rural au racisme, repris trente ans plus tard par Drumont, et qui s'épanouiront dans l'affaire Dreyfus.

Les ruraux du nord et nord-ouest de l'arrondissement de Savenay étaient alors occupés au défrichement des landes, le déboisement, l'ouverture des chemins, l'édification des fermes. Ils ne bougèrent que plus tard, lorsque les faucheuses et batteuses libérèrent les journaliers, attirés d'abord par les forges de Trignac (Morbihan). Seuls quelques forgerons et charpentiers ruraux les avaient précédés dans la construction navale.

**Maurice Perrais**

**NOTES :**

(1) *Répertoire des expéditions négrières,* Métas (18ème siècle), Daget (19ème siècle).

(2) *Bulletin de la Société Académique de Nantes,* 1989, L. Rouzeau.

(3) Souvenirs de la famille Perrais.

(4) Archives départementales de Loire-Atlantique, 1 m 2308.

(5) Guériff, Tome II, page 16.

(6) Notices des maires de Saint-Nazaire, Archives municipales, (Harvard-Duclos).

(7) Saint-Nazaire, la ville, le port, le travail. M. Barbance, page 44.

(8) Launay, page 612.

(9) Faugeras, page 209.

(10) *De l'Education Intellectuelle,* Mgr Dupanloup, 1855.

(11) *Mouvement ouvrier nantais,* Y. Guin, page 173.

(12) *Les gendarmes,* P. Miquel, 1990, page 196.

(13) Archives paroissiales de Saint-Nazaire.

(14) Launay, page 97, notes (suite).

(15) Revue *L'Histoire,* N° 124 page 112.

(16) Archives diocésaines, boites de Saint-Nazaire.

(17) Conseil municipal du 6/11/1853, Barbance, page 491.

(18) Archives diocésaines.

(19) A.D.L.A., Archives administratives, série M.

(20) Barbance, page 275, Première pierre 1/11/1866, terminé en 1868.

(21) Sébillot.

(22) *Histoire de Saint-Nazaire,* H. Moret, page 707.

(23) *L'Espérance du peuple,* 15/6/1855.

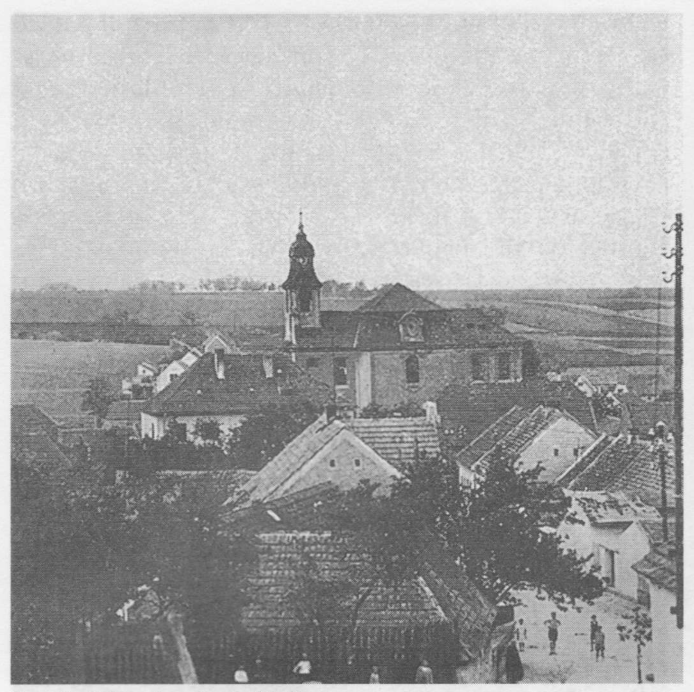
(24) Barbance, page 254.

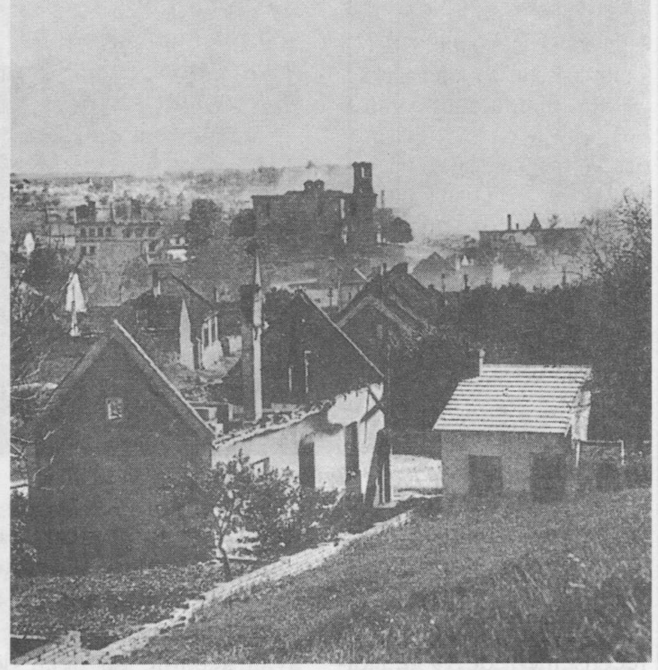
(25) Moret, page 747.

(26) Barbance, page 254.

(27) Barbance, page 265.

(28) Œuvres complètes, tome VII, L. Veuillot.


*Vue de Lidice du côté de l'église.*

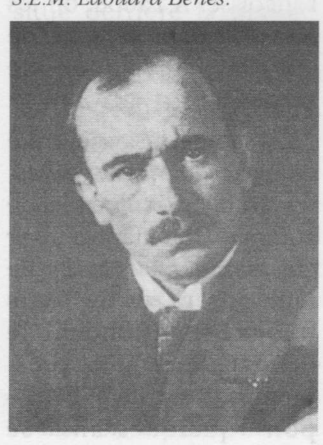

*Après l'incendie.*

# LIDICE

**Reinhard Heydrich, nommé en septembre 1941 "Protecteur du Reich en Bohême-Moravie", est chargé de la soumission des pays conquis par l'armée allemande. Il use de violence pour détruire le noyau de Résistance tchèque dont l'influence est grandissante. Il ordonne l'exécution de 462 patriotes, et la déportation de milliers de suspects.**

Au début de 1942, Heydrich, pensant avoir suffisamment intimidé les Tchèques, vient habiter, aux environs de Prague, une vaste demeure digne d'un des tout premiers personnages du Reich : "Jamais ils n'oseront s'attaquer à moi" confiait-il dans son entourage peu de jours avant sa mort. De Londres, le président Bénès, en exil, inquiet d'une telle situation, obtient des Services spéciaux britanniques le parachutage d'hommes courageux dont la mission difficile est d'assassiner l'homme le plus craint du IIIe Reich, celui qu'on appelait "le Technocrate de l'Enfer".

*S.E.M. Edouard Bénès.*



Le 27 mai 1942, Heydrich quitte son château pour la dernière fois. Dans sa splendide Mercédès, Il se rend à Berlin pour y rencontrer Hitler. Il ignore heureusement que trois hommes décidés, Valchich, Gabchik et Kubis, l'attendent pour le tuer, dans la rue Kirchmajer à Liben. Un grenade judicieusement lancée par Kubis déséquilibre le véhicule qui fait une embardée. Heydrich est gravement blessé. Il meurt quatre jours plus tard, malgré les soins qui lui sont prodigués par les meilleurs chirurgiens de Reich. Il avait 38 ans.

Le jour même, Hitler décide que la rue serait bombardée par les avions, mais revient aussitôt sur sa décision lorsqu'il apprend que de nombreux Allemands y résident. Police et armée se mettent alors à la recherche des auteurs de l'attentat. Perquisitions, interrogatoires se succèdent. On enferme, on tue. Des centaines de personnes sont victimes de ces persécutions... mais la plus infâme des représailles allait se dérouler dans un petit village nommé Lidice.

C'était une vieille commune que Lidice, proche

*Jan Kubis (à gauche) et Josef Gabchik, auteurs de l'attentat contre Heydrich.*





*Le massacre derrière la ferme Horâk.*

du centre minier de Kladno à vingt kilomètres à l'ouest de Prague, en Bohême-Centrale. Au recensement de 1930, Lidice comptait 446 habitants et 89 maisons et en 1942 il y avait 112 maisons. La commune avait pour maire un socialiste, le populaire François Hejna. Elle possédait deux classes dans son école, avait ses pompiers, un club sportif dont le hockey était la principale activité et une bibliothèque communale bien fournie. Sa situation privilégiée lui avait épargné la présence des troupes d'occupation. On peut donc penser que, loin des soucis de la guerre, la population vivait relativement heureuse.

Après l'attentat, l'atmosphère tourne à l'inquiétude. Dans la région, on murmure qu'un Tchèque sur dix serait exécuté à titre de représailles. Hitler avait accordé un délai de quatre jours pour découvrir et arrêter les assassins. Les responsables locaux de la Gestapo, Böhme et Frank, s'efforcent de donner satisfaction au Führer. Il leur faut, à n'importe quel prix trouver un prétexte pour mener une action répressive. Cette occasion allait bientôt se présenter.

## Le prétexte

Une ouvrière de l'usine Pala à Slany avait reçu une lettre de son ami, Milan Horak, dans laquelle il était écrit : "... J'ai beaucoup de travail et de soucis. J'ai fait ce que j'avais à faire, le jour en question j'ai dormi à Cabarna... ". Cette lettre fut interceptée par son patron qui avait la vilaine habitude d'ouvrir le courrier de ses employés. Il la transmet à la Gestapo de Kladno, persuadé que son auteur avait quelque chose à voir avec l'attentat. La Gestapo, heureuse de l'aubaine, charge deux de ses sbires, Felk et Polak, de se renseigner à Lidice dont Horak était originaire. Tous deux arrivent le 4 juin à midi et après un simulacre d'enquête, Felk téléphone à Prague à ses supérieurs : "Je veux bien être pendu si je n'ai pas mis la main sur le coupable... ".

Bientôt soldats et gestapistes arrivent et cernent le village. Les maisons sont fouillées. Felk lui-même fouille les maisons habitées par la famille Horak sans rien trouver. Quinze personnes sont arrêtées dont onze appartiennent à la famille Horak. On pouvait penser qu'après cette piteuse enquête, Lidice retrouverait son calme d'autant que les habitants apprirent par les gendarmes qu'une autre piste se précisait. Mais la Gestapo en avait décidé autrement.

## Hitler décide le massacre

Le soir du 8 juin les habitants de Lidice finissent par s'inquiéter. Trente hommes de la Gestapo, des SS. se réunissent à la gendarmerie de Bustehrad dont Lidice dépend. Le brigadier Baburek, qui demande ce qui se passe est consigné dans une chambre voisine. Il entend un officier allemand réclamer au téléphone deux cuisines roulantes et un corps de pompiers. Puis il ajoute : "... Par ordre du Führer, on évacuera de Lidice les femmes et les enfants, les hommes au-dessus de quinze ans seront fusillés sur place, puis la commune sera incendiée.". Cet ordre fut donné par Hitler à l'Oberführer SS. Karl Frank pour exécution. En réalité, c'est Frank lui-même qui avait proposé à Hitler ce châtiment exemplaire.

Au soir du 9 juin, Lidice est cerné par les troupes venues de Slany sur dix camions que les commerçants de l'endroit avaient dû leur prêter. Les soldats, côte à côte laissent passer tous ceux qui rentrent au village mais n'en laissent sortir aucun. Un enfant de douze ans, qui voulait s'enfuir, est abattu. Une femme, elle aussi, est blessée dans sa fuite : on retrouva son corps dans un champ après la moisson.

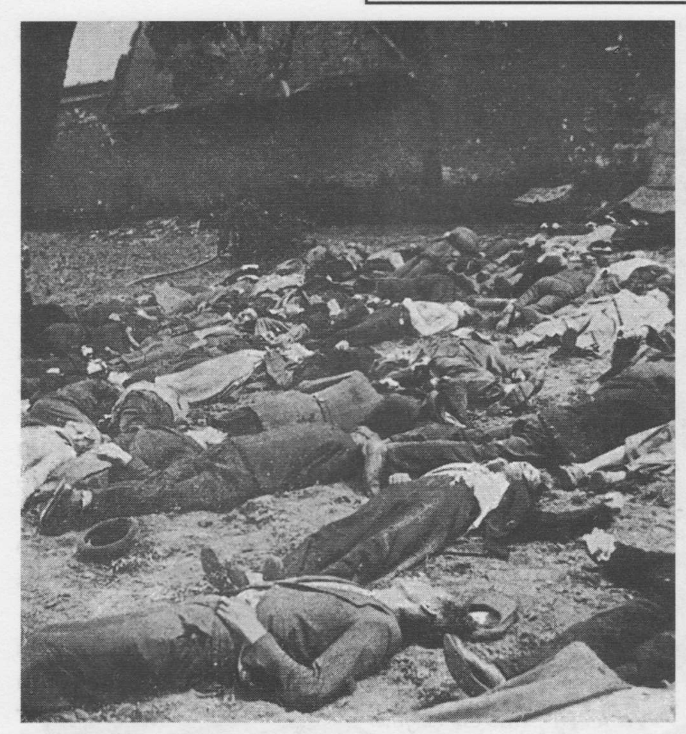
Avant minuit, ils pénètrent en force dans les maisons et ordonnent à leurs occupants de sortir dans les dix minutes. Les femmes et les enfants sont rassemblés dans l'école. Les femmes doivent remettre tous leurs bijoux aux bourreaux. Elles attendent le lever du jour dans l'angoisse. A l'aube, on les enferme dans la salle de culture physique de l'école.

Les hommes avaient été enfermés dans les caves, les granges et l'étable de la ferme Horak après avoir été, eux aussi délestés de leur argent et de leurs bijoux. Ils attendent le dénouement qu'ils pressentent. Dans leur désespoir quelques-uns se

### Heydrich (Reinhard) (1904-1942)



Entre 1922 et 1931, il servit dans la marine comme premier lieutenant de vaisseau puis fut révoqué pour indiscipline. Il adhère au parti nazi et il est nommé chef de la police de Munich à l'avènement d'Hitler en 1933. C'est lui qui fut responsable du camp d'internement de Dachau réservé au antinazis dès sa création en mars 1933. Capitaine des SS. en 1934, il devient adjoint de Himmler et dirige le service de renseignements (SD) jusqu'en 1939. Il est porté à la tête de l'Office central de sécurité du Reich (RSHA) ce qui lui assurait le contrôle de la police et de la Gestapo. Ce puissant personnage est nommé en septembre 1941 protecteur du Reich en Bohême-Moravie. La violence de ses interventions policière lui valut le surnom de "Boucher". C'est lui qui présida la conférence de Wonnsee au cours de laquelle fut organisée "la solution finale". Il fut assassiné le 6 juin 1942 par des Résistants tchèques venus de Londres.


*Le massacre.*

révoltent, forcent les portes et agressent à coups de haches leurs gardiens.

A trois heures et demie, dans la nuit, arrive de Prague le peloton d'exécution composé de trente soldats. Le SS. Wiesmann leur déclare aussitôt que selon la volonté du Führer, la commune et ses habitants seront anéantis, et qu'ils doivent obéir aveuglément à cette volonté.

Commence alors l'horrible drame. Depuis la ferme Horak, on mène dès sept heures, par groupes de dix les hommes dans le jardin, situé derrière la grange. Là, jusqu'à seize heures, les Allemands fusillent les malheureuses victimes, sans jugement, sans même qu'ils sachent la raison de leur exécution. Affolé, le meunier Liska se pend pendant qu'un autre meurt étouffé dans la cheminée où il tentait de se cacher. Les assassins comptabiliseront 174 victimes, mais en réalité on en dénombrera plus tard, 184. De vieilles familles du village sont totalement éradiquées. Un étranger au village, l'instituteur Petrik est lui aussi fusillé.

Dans la liste des morts on dénombre : 113 ouvriers mineurs ou métallurgistes, 18 cultivateurs, 9 retraités, 11 artisans et commerçants, 3 fonctionnaires, 1 professeur, 1 meunier, 1 gérant de propriété, 1 rédacteur, 1 maçon, 1 fossoyeur, 1 gendarme, 1 magasinier, 2 chauffeurs et 2 étudiants. La plus âgée des victimes a 84 ans, la plus jeune n'a pas 15 ans.

Le 11 juin, une vingtaine de juifs, venus du camp de Terezin doivent, sous la surveillance du commandant de ce camp, creuser un fossé de 12 mètres sur 9 et profond de 4 mètres. Sous la menace constante de la "schlague", pendant 36 heures, ils y rangent les morts. Puis on leur fait verser de la chaux sur les cadavres.

Pendant ce temps les hommes de la Gestapo et les soldats festoient et boivent, sans doute pour tenter d'oublier leurs crimes. Les maisons sont ensuite pillées puis incendiées.

Le jeudi 12 juin, les sapeurs allemands minent l'église. Elle est détruite en présence des hommes de la Gestapo. Plus tard, on abattit les murs extérieurs qui avaient subsisté pour effacer toute trace du monument.

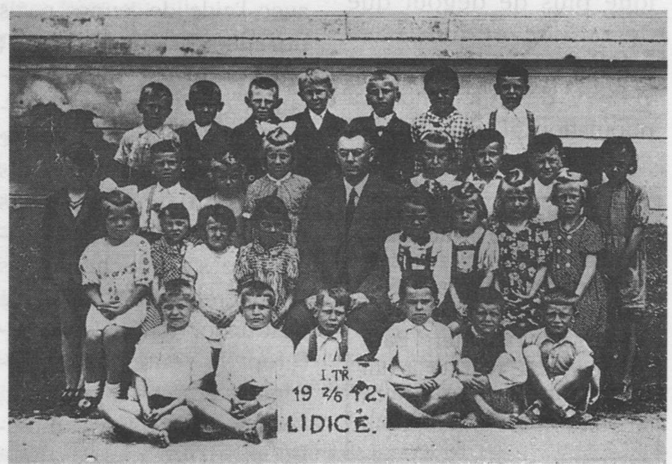
Pour les 235 femmes arrêtées commence un douloureux calvaire : la majorité est internée au camp de concentration de Ravensbrück, les plus jeunes sont emmenées à Brandenbourg et les plus âgées sont exterminées à Auschwitz. Les quelques rescapées des camps constatèrent à leur retour au pays la triste réalité qu'elles avaient ignorée jusqu'ici : les hommes assassinés et la destruction de leur foyer.

Quant aux 90 enfants, on ne connaît pas avec exactitude le sort qui leur fut réservé. Quelques-uns furent emmenés à Prague, à l'hospice des enfants où on les marqua au fer rouge sur le bras. On leur donna des noms allemands pour que leur origine se perde. Les autres seront vraisemblablement gazés à Chelmo.

Dès le soir du 10 juin 1942, la radio annonce officiellement ce que les journaux répètent le lendemain :

*En recherchant les assassins du SS-Obergruppenführer R. Heydrich, il a été établi et prouvé indubitablement que la population de la commune de Lidice soutenait et aidait les délinquants. On l'a prouvé malgré la population locale qui, bien qu'interrogée, nous a refusé son aide. Cette attitude envers l'attentat est mise en relief par d'autres actes d'hostilité envers le Reich, tel que : la lecture de publications illégales, les dépôts d'armes, de munitions, les émetteurs clandestins, l'énorme quantité de marchandises qui devrait être soumise au contrôle de l'Etat, et encore le fait que des personnes originaires de cette commune soient au service de l'ennemi. Parce que les habitants de cette commune, par leurs activités et par leur aide aux assassins de l'SS-Obergruppenführer Heydrich ont contrevenu à la loi de la façon la plus flagrante, les hommes adultes ont été fusillés, les femmes envoyées au camp de concentration et les enfants mis dans des institutions spéciales. Tous les édifices de la commune ont été rasés au sol et le nom même de la commune a cessé d'exister.*

*Une classe de l'école primaire de Lidice.*





*Le cimetière détruit.*

# L'acharnement

Les Nazis, loin de cacher leur crime, annoncent ouvertement l'assassinat collectif des habitants et la destruction de la commune de Lidice (voir encadré) pensant ainsi impressionner les opposants au régime. Mais les Tchèques s'étaient endurcis à la bestialité des occupants. Après une longue série d'exécutions, qui avait commencé à l'automne 1939 avec la fusillade des étudiants, d'arrestations et de brutalités envers leurs concitoyens, le peuple tchèque fut impressionné par la terrible nouvelle. L'information de cette tuerie provoqua dans l'opinion publique plus de dégoût que de crainte et incita les habitants à plus d'hostilité vis-à-vis des Allemands. La population allemande elle-même fut effrayée par la démesure de la vengeance exercée par leur police.

Les documents montrent que la destruction de Lidice ne repose sur aucune accusation valable. Les membres de la Gestapo, Bürger et Vlcek affirmeront plus tard ne pas avoir trouvé de poste émetteur. Les armes et les munitions soi-disant découvertes consistaient en deux fusils de chasse, un revolver et une boîte de cartouches.

Les Allemands savent bien que les véritables auteurs de l'attentat, Kubis et Gabchich, avaient été assassinés dans la crypte d'une église de Prague où ils avaient trouvé refuge avant d'y être découverts.

Malgré cela les Allemands, durant des mois, avec l'aide de jeunes nazis fanatisés, détruisirent et balayèrent les ruines restantes qu'ils avaient entourées de barbelés. Derrière les barbelés, sur lesquels figuraient des pancartes menaçant de mort quiconque s'approcherait, ils se livrèrent à un travail de destruction totale. Ils labourèrent la route, détournèrent le cours du ruisseau, comblèrent l'étang communal et saccagèrent le cimetière : le village devint une plaine aride. De plus, ils confisquèrent dans les librairies les cartes faisant mention de Lidice, rayèrent le nom des registres cadastraux et des documents officiels, comme si on pouvait supprimer la mémoire d'un village vieux de plus d'un demi-siècle !...

Un tel comportement montra à ceux qui en doutaient encore la stupidité, l'atrocité du régime hitlérien et en particulier de son chef suprême. Trois jours après ces événements, le président Edouard Bénès, à la radio de Londres s'exprima en ces termes :

*"... le 10 juin, en ce jour qui sera peut-être consacré à jamais aux martyrs de la nation, l'occupant gangster s'est surpassé. Afin de faire régner autour de lui la destruction bestiale et la terreur sauvage, en guise de représailles il a tué tous les hommes, envoyé au martyre des camps de concentration toutes les femmes et volé à leurs parents tous les enfants d'une commune innocente. Lidice, qui sera un jour un lieu de pèlerinage pour toute la nation, a été dévastée avec barbarie et rasée à terre... Je déclare solennellement au nom de l'Etat, de la nation et du gouvernement tchécoslovaques, que nous considérons Adolphe Hitler et tous les membres de son gouvernement sans exception personnellement responsables de tout ce qui est arrivé ces jours-ci dans notre patrie."*

Il est certain, qu'à partir de ce jour, les nazis trouvèrent en face d'eux une Résistance tchèque beaucoup plus déterminée qu'elle ne l'était avant les événements de Lidice. Par contre, 600 000 soldats allemands renforcèrent l'occupation du pays

A la Libération par les troupes russes, en mai 1945, les soldats de l'Armée rouge dressèrent, sur l'emplacement du charnier, un monument funéraire avec une croix muni d'une inscription russo-tchèque : "Aux victimes des occupants allemands fascistes - de la part des soldats, sous-officiers et officiers soviétiques de l'unité du héros de l'Union soviétique, le colonel Pankov."

Le 10 juin 1945, 150 000 Tchèques honorèrent les victimes de Lidice.

Pendant la guerre, les mineurs de Birmingham avaient manifesté pour signifier leur indignation, puis ils avaient fait une collecte pour la reconstruction de la nouvelle ville de Lidice. A cette initiative des mineurs anglais a pris naissance la grande action "Lidice vivra".

Sur la colline sud, un petit musée commémore la tragédie de 1942. Au nord s'élève un nouveau Lidice, parmi les parterres de roses provenant du monde entier, proche d'un grand mémorial dominant la vallée

D'autres villages connurent le même sort que celui de Lidice. Pour la France on a tous en mémoire les tragiques événements d'Oradour-sur-Glane ou de Tulle, mais en Pologne, en Yougoslavie, en URSS, en Belgique d'autres faits semblables se déroulèrent, parfois plus dramatiques encore. Pour les Français, la mort d'Heydrich fut providentielle, car dans le cadre de son "travail", il devait venir, en juillet 1942, appliquer ses méthodes efficaces pour éliminer totalement les Juifs de France et intensifier la lutte contre les Résistants.

**R. Carré**

Certaines ville immortalisèrent le nom de Lidice au sein de leur cité. Au Mexique (San Jeronimo), aux Etats-Unis dans l'Illinois (Stern Park Garden), au Venezuela (un quartier de Caracas), à Cuba (Plaza de Lidice à La Havane).



*Prisonniers de guerre employés à la reconstruction dans le Sud de la France*

# Les prisonniers de guerre allemands sous autorité française (1943-1948)

**A la fin de la guerre en France, tout est à reconstruire et à réorganiser. Pour cela la main-d'œuvre manque. Il est donc fait appel aux prisonniers de guerre allemands, la plupart regroupés dans des camps américains. Après des négociations parfois difficiles, un accord se fait et l'autorité militaire française prend en charge 870 000 hommes, chiffre recensé en octobre 1945. Il s'agit alors de répartir cet important effectif dans toutes les branches de l'économie.**

C'est en Afrique du Nord que la question des prisonniers de guerre de l'Axe vient à se poser pour la première fois. Le 13 mai, l'Afrika Korps du Maréchal Rommel capitule près de Tunis : 252 000 soldats allemands et italiens sont capturés par les forces alliées.

Constitué le 3 juin, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) exerce la souveraineté française sur les zones situées hors de l'occupation de l'ennemi. Il hérite directement de l'administration et de l'entretien des premiers prisonniers de guerre. Ils seront au maximum 65 000, dont 25 000 Allemands (les autres sont Italiens), répartis en 30 dépôts sur toute l'Afrique du Nord Française (AFN).

Le général Boisseau, nommé Inspecteur Général des Prisonniers de Guerre de l'Axe, crée à Alger la Direction et Inspection des Prisonniers de Guerre (DIPG).

La période 1943-1945 connaît ses caractéristiques propres liées au climat (la malaria réapparaît au Maroc où certains camps seraient particulièrement touchés), à l'isolement des PG et au contexte de poursuite des opérations militaires. La guerre n'est pas finie, les Allemands ne sont pas encore vaincus et la France est toujours partiellement occupée. Cette expérience fait figure de répétition générale pour ce qui va se dérouler sur une échelle plus large en Europe. C'est d'ailleurs au même homme que l'on confie cette gigantesque orchestration. Le général Boisseau quitte Alger en août 1944 pour appliquer ses méthodes reconnues en métropole. Le Service des Prisonniers de Guerre (SPG) s'installe à Paris en septembre.

## *La capitulation*

Si l'on garde en mémoire les scènes de liesse consécutives à la Libération, cette impression ne doit pas occulter les réalités bien sombres de l'immédiat après-guerre.

La vie quotidienne des Français reste extrêmement pénible le rationnement des denrées alimentaires se maintenant jusqu'en 1949.



Camp de triage à Lindau en Allemagne.

L'économie de la France est totalement désorganisée ; la relance de la production agricole est très lente et l'appareil industriel est hors d'usage ou vétuste, l'occupant ayant largement prélevé les ressources du pays. Tout est à reconstruire, à commencer par les voies de communication, détruites en grande partie.

A ces déséquilibres économiques, s'ajoutent ceux du marché du travail. Malgré le retour des prisonniers français et la démobilisation accélérée des troupes, les ressources en main-d'œuvre restent insuffisantes dans tous les secteurs. Aussi une solution s'impose-t-elle : mettre les prisonniers de guerre allemands au travail.

Cette idée est adoptée d'autant plus aisément que l'Allemagne, ravagée par les derniers mois de la guerre, est bien incapable de fournir toute autre forme de "réparation".

## Le cadre de détention

La Convention Internationale de Genève, rédigée en 1929 et dont l'Allemagne et la France sont signataires, réglemente le statut et le traitement de tous les prisonniers issus d'un conflit armé. Ses principes sont simples et visent à faire avant tout respecter les Droits de l'Homme par les parties belligérantes. Tous les aspects de la captivité sont ainsi réglementés.

Mais au lendemain de la guerre, il ne subsiste plus de l'Allemagne qu'un territoire démilitarisé et divisé en zones d'occupation alliées. L'Etat allemand en tant qu'entité juridique n'existe plus. Or, en droit international public un acte ne peut lier que des Etats. La Convention de Genève devient donc caduque et les autorités françaises se retrouvent libres de s'y conformer ou non.

Pour des raisons purement diplomatiques, la France décide cependant d'observer les dispositions du texte. Elle prend cet engagement auprès des alliés le 23 décembre 1944.

Installation d'un camp à Lorient - Morbihan.



Les Américains quant à eux entendent conserver un droit de regard sur les PG qu'ils cèdent à la France. Il faut savoir en effet que la grande majorité des effectifs allemands est, dans un premier temps, administrée dans des camps américains.

Ce n'est qu'au terme de négociations franco-américaines que la plupart des PG font l'objet de transferts dans les camps français. Environ 70 % des PG dont la France dispose proviennent ainsi des camps américains. C'est au cours de la cinquième cession décidée par l'accord de la Chase Bank le 24 septembre 1945 que les choses se compliquent.

Cinq jours plus tard, l'état-major américain suspend les transferts de prisonniers et réclame le retour de 200 000 d'entre eux sous sa garde. Cette suspension est motivée par la lecture du mémorandum de la Croix Rouge. L'état physique des PG en mains françaises est inquiétant, un tiers des captifs inspectés seraient sous-alimentés. Des rétrocessions s'engagent donc début novembre 1945. En deux mois, la France perd 20 % de son effectif de prisonniers. D'ultimes cessions vers les camps français reprennent finalement de février à mai 1946. Ces échanges se sont le plus souvent faits sur place en Europe. Mais, il est surprenant de s'intéresser à certains cas individuels : des prisonniers sont capturés par les forces américaines et de ce fait transférés aux Etats-Unis pour y travailler. 380 000 hommes y séjournaient déjà en 1944. Au gré des cessions et rétrocessions, certains ont donc pu traverser l'Atlan-

tique 2 ou même 4 fois en quelques mois.

La France n'a jamais obtenu les 1 750 000 PG qu'elle espérait. Octobre 1945 marque en réalité le sommet des effectifs avec 870 000 soldats administrés par la France. Au total, entre 1943 et 1948, 1 037 000 prisonniers de guerre sont passés en mains françaises. Plus de 90 % d'entre eux étaient de nationalité allemande.

Ce gigantesque flot humain est placé sous la responsabilité totale de l'autorité militaire.

Au sein du SPG qui dépend du Ministère de la Guerre, la Direction Générale des Prisonniers de Guerre (DGPG) est l'organe de décision. Elle a pour mission de régler toutes les questions relatives au statut des PG.

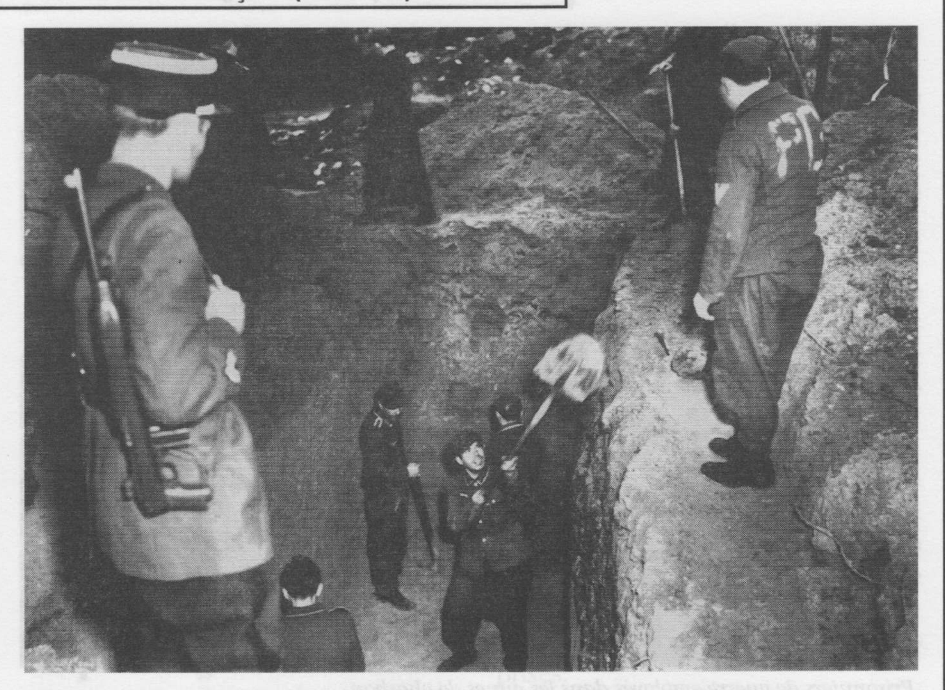
Elle est surtout l'exécutrice des directives prises au niveau gouvernemental. Son rôle essentiel est de s'assurer de leur application à l'échelon régional.

Là, toute une hiérarchie administrative est mise en place. Un Directeur Régional est responsable des dépôts situés dans sa région militaire. Ceux-ci héritent de multiples fonctions : contrôle des PG placés dans les commandos de travail, entretien de l'habillement, distribution du courrier, accueil des PG qui pour une raison quelconque (maladie, punition, attente de rapatriement) ne sont pas au travail et enfin, lieu de vie du personnel protégé : médecins, infirmiers et aumôniers.

## La mise au travail

La captivité n'a d'intérêt que si les prisonniers sont placés dans l'économie nationale. En cela, la France a toute liberté puisque l'article 27 de la Convention de Genève en admet le principe. Un PG qui ne travaille pas est sans profit pour la France. Tout soldat inapte doit donc être récupéré et soigné au plus tôt. Les "irrécupérables" sont rapatriés pour ne pas devenir une charge inutile.

La DGPG travaille donc en étroite relation avec la Direction Générale de la Main d'Œuvre du Ministère du Travail. C'est elle qui fixe les priorités entre les différents secteurs de l'économie. Les directeurs régionaux de la main-d'œuvre reçoivent et classent par ordre d'urgence les demandes faites par les employeurs civils désirant utiliser des PG. Ils y donnent satisfaction dans la mesure où des prisonniers sont disponibles dans les dépôts de la région et tentent de les destiner à des travaux qui leur sont familiers. L'autorité militaire n'intervient que pour exécuter les transferts de détenus ainsi décidés.



*Prisonniers de guerre au travail dans les environs de Paris. 29 janvier 1945.*

En aucun cas, les prisonniers ne doivent concurrencer la main-d'œuvre civile. La priorité doit être donnée aux travailleurs français disponibles pour le même emploi. Les entreprises et les particuliers s'engagent, par contrat, à octroyer aux PG les mêmes conditions de travail qu'aux ouvriers français.

## Les PG sont utilisés dans toutes les branches de l'économie, civile ou militaire

Ils sont notamment employés au **déminage**. Si ce travail n'est statistiquement pas plus dangereux que celui de la mine dans la mesure où le personnel PG est préalablement instruit, convenablement encadré et muni du matériel nécessaire, le CICR fait pourtant état d'un précédent tragique. Dans un détachement de déminage de l'Est de la France "on a obligé un jeune prisonnier de 17 ans à chercher des mines sans appareil acoustique mais muni seulement d'une baïonnette. Une mine a sauté et lui a arraché la jambe".

Signalons qu'en acceptant d'accomplir ce type de travail, les prisonniers s'étaient vus promettre une libération prioritaire "selon les possibilités". D'où le volontariat. Pourtant, en 1946, le déminage est pratiquement terminé mais la promesse de rapatriement s'avère nettement plus sélective que prévu. Seuls les PG les mieux notés sont récompensés, c'est-à-dire libérés. Nombreux sont donc ceux que l'on replace dans les autres secteurs économiques.

10 à 15 % des PG sont affectés au **travail de la mine**. Ils vont extraire jusqu'au tiers de la production nationale de houille. Ces commandos de travail n'ont pourtant pas bonne réputation. Le PG craint souvent d'y être envoyé. Le travail est pénible et les conditions de vie souvent difficiles. C'est là aussi que les excès disciplinaires et les mauvais traitements sont les plus courants.

Arrêtons-nous sur le commando des mines de Blanzy à Montceau-



*Prisonniers de guerre employés dans les mines de charbon.*

les-Mines, en Côte d'Or, qui a longtemps suscité des remontrances du CICR. Environ 1 400 PG y sont regroupés. La plupart ne sont pas mineurs de métier (75 % dans certains puits) et doivent effectuer ce travail difficile alors qu'ils ignorent le maniement des outils qui, du reste, sont souvent en mauvais état. Le rendement demandé est très élevé et dépasse en moyenne celui des civils. "Deux prisonniers doivent remplir 15 wagonnets de charbon par jour. Ils y parviennent s'ils renoncent à prendre le temps de manger. Dans certaines galeries où il n'y a pas d'eau potable, on leur interdit d'aller en chercher ailleurs", observe un délégué du CICR. Les prétextes les plus futiles semblent être utilisés par certains surveillants pour brutaliser les prisonniers, provoquant jusqu'à plusieurs jours d'incapacité de travail. Ces mauvais traitements sont le plus souvent commis dans les puits, sans témoin. De plus, on oblige les PG à travailler le dimanche sans compensation. De telles conditions de travail se répercutent sur la santé des prisonniers. Or, "l'administration de la mine ne veut pas de malades, elle prétend ne pas en accepter plus de 15 %". Le médecin allemand du commando a vu des hommes, qu'il diagnostiquait comme inapte au travail, retourner dans les puits parce que 5 évasions avaient eu lieu la veille ou simplement parce qu'il y avait trop de malades.

Ces conditions de travail sont exceptionnelles mais elles illustrent la diversité et l'inégalité devant lesquelles se trouve chaque prisonnier. L'agriculture emploie 40 à 50 % des PGA. C'est d'ailleurs dans ce secteur que l'on relève le moins de problème et que les hommes préfèrent être assignés. Le travail est dur mais assure souvent une ration alimentaire convenable. De plus, quand les employeurs sont satisfaits, des relations de confiance, voire d'amitié, se développent avec les prisonniers. A la campagne, les PG mangent souvent à la table des familles et retrouvent un peu des conditions de vie normales. Ce sont des aspects de la vie captive loin d'être négligeables et ils sont d'autant plus facilités que les commandos sont réduits en taille.

Des prisonniers sont placés en quantité moindre dans le forestage, les carrières, les travaux publics, la construction de barrages (Génissiat dans le Jura, l'Aigle et le Chastaing dans le Massif Central) ou dans certaines grandes firmes industrielles (Schneider au Creusot, Peugeot à Sochaux...).

Le tableau serait incomplet si l'on n'évoquait pas les PG mis à la disposition de l'armée. La démobilisation de 1945 réduit considérablement ses rangs et le personnel captif est très utile pour les tâches secondaires : secrétaires, plantons, cuisiniers, manœuvres pour la remise en état des aérodromes et des ports. Même dans ce cadre militaire, les abus de discipline sont réels. A titre d'exemple, les gardes du camp militaire de Coëtquidan "obligent parfois les PG à avoir des relations homosexuelles, en les menaçant de coups ou même de leurs fusils". Dans un dépôt, un lieutenant et un garde très violents sont renvoyés dans un autre commando pour mauvais traitements : "des tâches de sang étaient encore visibles sur les murs du bureau du lieutenant L. le jour de la visite du CICR". Une circulaire du Ministère du Travail du 20 mai 1946 vient réduire ces effectifs : seuls les SS. indésirables pourront servir l'armée, soit environ 20 000 hommes.

A titre de bilan, il est notable que certains départements ont eu massivement recours à la main-d'œuvre PG : c'est le cas du Bas-Rhin, du Nord, de la Côte d'Or et du Rhône qui, à eux quatre, comptabilisent environ 40 % des PG au travail. Au total, ce sont des millions de journées de travail qui ont été apportées à l'économie.

## La vie quotidienne

Si les conditions de travail révèlent des disparités importantes en fonction des activités et des régions, il est également difficile de dresser un tableau homogène du déroulement de la vie quotidienne de ces milliers d'hommes.

Tout PG appartient à un dépôt. C'est là qu'on lui fournit vêtements, tabac et savon, qu'on lui adresse son courrier et qu'un compte de son pécule est tenu à jour. C'est l'organe central de la vie captive

Le dépôt, en général, a l'allure d'un camp militaire comme les autres : champ clos entouré de barbelés avec ses miradors, ses gardes, sa cour d'exercice...

Les conditions d'hébergement sont souvent très mauvaises même si au fil des mois elles tendent à s'améliorer.

Les PG sont extrêmement mal vêtus et les rations alimentaires qui leur sont attribuées sont insuffisantes. Les premiers mois de la cap-

tivité sont dramatiques. Dans les dépôts, les rations sont de 1 006 cal/jour. En pratique, elles n'atteignent bien souvent que 900 à 1 000 cal/jour. Dans des cas extrêmes, les hôpitaux se transforment en mouroirs. En novembre 1945, le Docteur Niellants du CICR fait cette tragique description de l'hôpital de Bruyères (Vosges) : "les PG obtiennent 956 cal/j. Seuls les malades les plus gravement atteints reçoivent jusqu'à 1 500 cal/j. Parmi 296 malades, un tiers pèsent moins de 50 kg. Ce sont des squelettes recouverts de peau". Rappelons qu'à Paris, en mai 1945, la ration alimentaire quotidienne n'atteint que 1 515 cal/j.

Au-delà de ces mauvaises conditions matérielles, la captivité est moralement difficile à supporter pour les PGA. Dans les dépôts, les malades et les inactifs doivent lutter contre l'ennui avec quelques livres, instruments de musique ou postes de T.S.F. Les cas de dépression ne sont pas rares chez des hommes qui n'ont souvent pas revu leur famille depuis 9 ou 10 ans. Quelques suicides sont recensés, d'autres tentent l'évasion.

Supporter la captivité, c'est aussi supporter la vie en communauté. Une administration allemande parallèle à celle du commandement français se met en place. Très tôt, il faudra écarter les nazis de ces postes à responsabilité, et même tous ceux qui gardent foi en leur conviction nationaliste. Les "éléments suspects" sont recherchés par les autorités françaises. La DGPG, suivant l'exemple américain de dénazification, se dote des moyens nécessaires à la rééducation politique et morale des PG. Cette action est toujours menée par des PGA volontaires qui proposent à leur compatriotes journaux, émissions de radio, séances de cinéma, tous teintés d'un esprit pacifiste et démocratique.

Parallèlement, un homme de confiance doit être élu démocratiquement. Il sert d'intermédiaire entre les autorités françaises et les PG. Ses fonctions sont multiples et indispensables. Il s'occupe de la réception et de la répartition des colis collectifs, s'assurant ainsi de la régularité de la censure. Il connait les droits des PG, doit être à l'écoute de tous pour s'en faire le porte-parole, et reste en contact avec tous les commandos dépendant du dépôt. Lorsque l'administration allemande du camp est dynamique, elle organise des manifestations sportives, des tournois de football, une piscine se construit (à Laghouat, en Algérie), les musiciens se regroupent en orchestre et vont jouer dans les commandos, des pièces de théâtre, des expositions se montent ou, plus simplement, les PG réunissent leur pécule pour s'offrir un poste de T.S.F. Autant d'éléments qui permettent d'oublier, un tant soit peu, la longueur de la captivité.

## *L'opinion face à la captivité*

A la Libération, les conditions de vie des PGA émeuvent peu une population civile qui a connu les souffrances de quatre années d'occupation et qui est en butte aux difficultés de l'après-guerre. La France, sous le choc, ne pardonne pas. Rares sont ceux qui diffusent un message humaniste. Il arrive que "les PG ne puissent se rendre à l'église à cause de l'opposition de la population civile". Toutefois, avec le temps et les liens du travail, les "boches" deviennent PG. On s'habitue à les voir travailler sur les chantiers. Les relations tout d'abord distantes s'améliorent, surtout chez les petits employeurs. Le sentiment anti-allemand fait peu à peu place à une certaine compassion. Des liens se tissent et pour quelques uns, une intégration devient envisageable.

La presse, miroir de l'opinion française de l'après-guerre, permet de saisir l'atmosphère de cette époque troublée. Les journalistes sont très sensibles au sort réservé aux PGA et à leurs conditions de détention, soit pour dénoncer une captivité jugée inhumaine, soit pour déplorer une politique trop permissive envers les prisonniers. Le gouvernement de son côté tente de canaliser les informations et d'expliquer les mesures prises.

A l'automne 1945, les insuffisances et le non-respect des conventions internationales sont dénoncés. *Le Figaro* parle de "mortalité effrayante, non par maladie mais par inanition, de moyennes de poids de 35 à 45 kg". *Le Monde* compare les conditions de détention "à celles de camps de concentration nazis"...

A partir de 1946, l'amélioration des conditions de captivité, les informations et déclarations du Général Buisson, amènent la presse à revoir son jugement : "les actes que nous dénonçons sont des actes isolés" et "dans de nombreux commandos, agricoles notamment, on parle de

*Dortoir de prisonniers de guerre.*



prisonniers gros et gras, menant une vie à peu près libre, que les agriculteurs nourrissent trop bien peut-être...".

*L'Humanité,* le quotidien le plus lu, diffuse un message beaucoup plus polémique. Il s'inquiète de la "possibilité offerte à ces hommes qui tuèrent sans pitié, (...), qui brûlèrent, pendirent et torturèrent des dizaines et des dizaines de Français" de travailler à "égalité, aux mêmes établis, avec des ouvriers français". Selon ce quotidien le but inavoué du gouvernement est de constituer une "masse de main d'œuvre fasciste à opposer à la classe ouvrière" et de "recréer une cinquième colonne dans notre pays".

Cependant, face à une presse et à une opinion complaisantes envers la politique gouvernementale, la Commission Interministérielle chargée des problèmes relatifs aux PGA va dénoncer la captivité "qui ressemble d'une manière troublante à de l'esclavage". Du point de vue juridique, moral et humanitaire, le Comité fait figure d'exception très gênante pour les services concernés. Mais son action restera cantonnée à la rédaction d'un rapport à diffusion limitée.

Les véritables critiques et accusations qui trouvent un large écho auprès des autorités françaises proviennent de l'étranger. Les groupes de pression "germanophiles" et les associations religieuses ou humanitaires accusent le gouvernement de vouloir faire "une politique nazie renversée". Des sénateurs américains, des Lords anglais s'émeuvent des conditions de détention que le général américain Bedell Smith qualifie de "proches de celles de Dachau". En Allemagne, chaque famille connaît un père ou un fils prisonnier à l'étranger. La nouvelle classe politique et les autorités religieuses prennent rapidement conscience des problèmes que le maintien en captivité de millions d'hommes ajoutent aux difficultés économiques et morales du pays. Prenant le relais de l'épiscopat allemand, le pape demande aux alliés de mettre fin au "régime des prisons et des camps de concentration". La France se heurte ainsi à de nombreuses campagnes d'opinion et pressions diplomatiques auxquelles elle répond maladroitement.

Les autorités françaises se défendent en évoquant la conjoncture économique déplorable et le mauvais état sanitaire dans lequel se trouvaient les PG cédés par les autorités américaines. Pourtant, la France a réclamé ces contingents en toute connaissance de cause.

A partir de 1946 le CICR souligne les efforts réels de la France et les progrès notables qui en résultent. En 1948, plus aucun dépôt n'est dénoncé par le CICR et 91,5 % des commandos présentent des conditions de vie satisfaisantes pour le CICR.

L'essentiel de la tâche des autorités françaises a donc consisté à ajuster au mieux les intérêts français aux impératifs de la Convention de Genève. Cependant, il ne faut pas oublier les conditions catastrophiques des premiers temps de la captivité : 73,5 % des décès ont eu lieu durant la période 1944-1945. Au total, 24 161 soldats allemands sont morts en captivité entre 1943 et 1948 sur un effectif de 1 037 000 PG, soit un taux moyen de mortalité de 2,33 %.

## La libération des PG

Les PG, on l'a vu, ont participé activement à la reconstruction du pays ; aussi leur libération et leur départ du territoire français prévue pour décembre 1948 n'a-t-elle pas manqué de poser un sérieux problème aux autorités françaises. Comment, en effet pallier le manque de main-d'œuvre ?

Afin de retenir une partie des PG libérables sur le sol français le gouvernement leur propose un statut de travailleur libre. Ce statut, proche de celui accordé aux travailleurs étrangers leur garantit les mêmes droits sociaux. Quant aux salaires ils sont indexés sur ceux perçus par les travailleurs français de la même catégorie professionnelle.

Sur plus de 300 000 PG, un tiers acceptent ce statut qui les autorise à rentrer durant un mois en Allemagne avant de reprendre leur poste de travail en France. Environ dix mille hommes profitent de cette "permission" pour mettre un terme définitif à leur exil ; il sont d'ailleurs aidés en cela par les autorités britanniques en Allemagne. Les autres reviennent effectivement en France, leurs motivations sont diverses : l'espoir d'une vie meilleure, la perte d'attaches familiales, la crainte du retour dans un pays ruiné, occupé et divisé... Cette crainte est d'autant plus exacerbée chez les prisonniers originaires de la zone passée sous contrôle soviétique.

Parallèlement, au terme des accords quadripartites de Moscou du 23 août 1947, la France s'est engagée à assumer le rapatriement des non optant pour décembre 1948. Le rapatriement effectué sous le contrôle des représentants du CICR se déroule semble-t-il dans de bonnes conditions ; cependant les PG ne manifestent guère d'euphorie lors de ce retour au pays trop longtemps attendu.

Ainsi, la France a tenu ses engagements. A la fin de 1948 il ne reste sur le territoire français que les hommes ayant opté pour le statut de travailleur libre. Certains s'établiront ensuite définitivement en France, fondant parfois une famille, témoignant ainsi de la possibilité d'une réconciliation franco-allemande. Enfin, l'Europe des hommes prenait le pas sur l'Europe des nations.

**Philippe Boutté**
**Elisabeth Briend**
**Olivier Gilles**

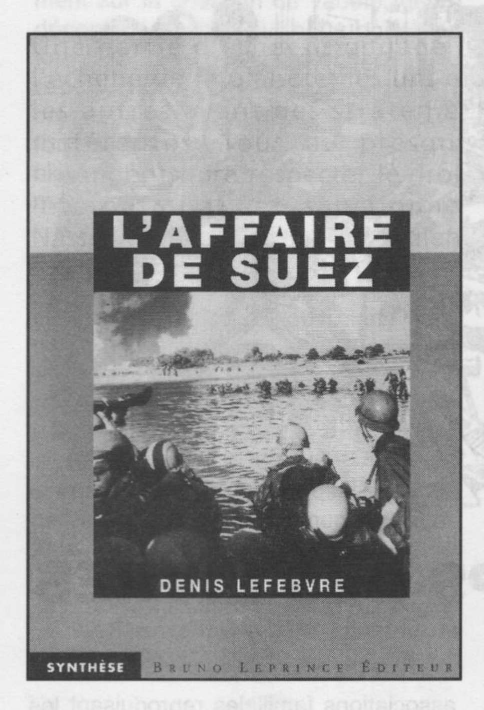
Cet article représente la synthèse d'un mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Rennes 2 en juin 1992 et sanctionné par une mention très bien. Le travail de recherche a été effectué aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères à Nantes et se base, pour l'essentiel sur les observations des délégués du Comité International de la Croix Rouge chargés de visiter les camps de prisonniers de guerre allemands entre 1943 et 1948. Cette référence constante aux instances de Genève laisse espérer une objectivité optimale des conclusions de cette étude.

Actuellement, les auteurs préparent un documentaire sur la question. Le film laissera naturellement la parole aux témoins directs ou indirects. La société KLK Production* sera heureuse de lire et d'écouter toutes les personnes acceptant de s'exprimer autour de cette page méconnue de notre histoire.

* Contact : Sandrine DONNET, 37 rue Fondary, 75 015 PARIS. Tél. : 01-40-59-88-82 / Fax : 01-40-59-82-28.

C'est désormais un lieu commun de dire que la France vit au rythme des commémorations, soit qu'elles arrivent naturellement à échéance, soit qu'elles aient été décidées et organisées comme ce fut le cas pour le transfert de la dépouille d'André Malraux (sur lequel il faudra bien revenir). D'ailleurs, il existe un service officiel des commémorations nationales qui est chargé de répertorier les grands ou moins grands hommes susceptibles de faire l'objet de célébrations, souvent de plus en plus dépourvues de réelles significations. Il faut constater que cette « politique de la mémoire » qui s'articule à la fois autour de cette politique officielle et autour d'événements facilement exploitables par les médias, est sélective. L'automne passé, radios et télévisions se sont intéressées au XX$^{e}$ anniversaire de l'Insurrection de Budapest, des colloques ont été organisés – comme si les agents culturels s'étaient enfin aperçus que l'Europe d'aujourd'hui est issue d'une double histoire : celle d'en-deçà et d'au-delà de l'ancien rideau de fer. Cependant bien peu d'articles ou interventions n'ont – à ma connaissance – rapproché la « révolution antitotalitaire » du peuple hongrois de l'autre événement majeur de l'année 1956 : l'opération franco-britannique à Suez. Pourtant, elle est simultanée à l'entrée des chars soviétiques dans la capitale magyare. L'affaire de Suez se déroule du 5 novembre au 3 décembre et se conclut par le retrait des troupes franco-anglaises ainsi que des forces israéliennes qui s'étaient emparées du Sinaï. Après une première tentative le 24 octobre, les Soviétiques reviennent en force le 4 novembre pour écraser les insurgés.

C'est tout l'intérêt du livre de Denis Lefebvre que de nous inviter à nous replonger dans ce que fut cette expédition néo-coloniale, déclenchée par la nationalisation du canal décidée unilatéralement par Nasser le 26 juillet 1956. On redécouvre ses origines et l'on suit les jeux diplomatiques qui s'entrecroisent, s'annulent




ou se complètent. Symboliquement (sans vouloir comparer les situations), Suez et Budapest renvoient à l'état d'un monde sorti depuis un peu plus de dix ans de la Seconde Guerre mondiale. A la décolonisation qui intéresse l'Afrique et l'Asie « répond » l'expansion communiste qui concerne au premier chef l'Europe mais aussi l'Asie et déjà l'Afrique.

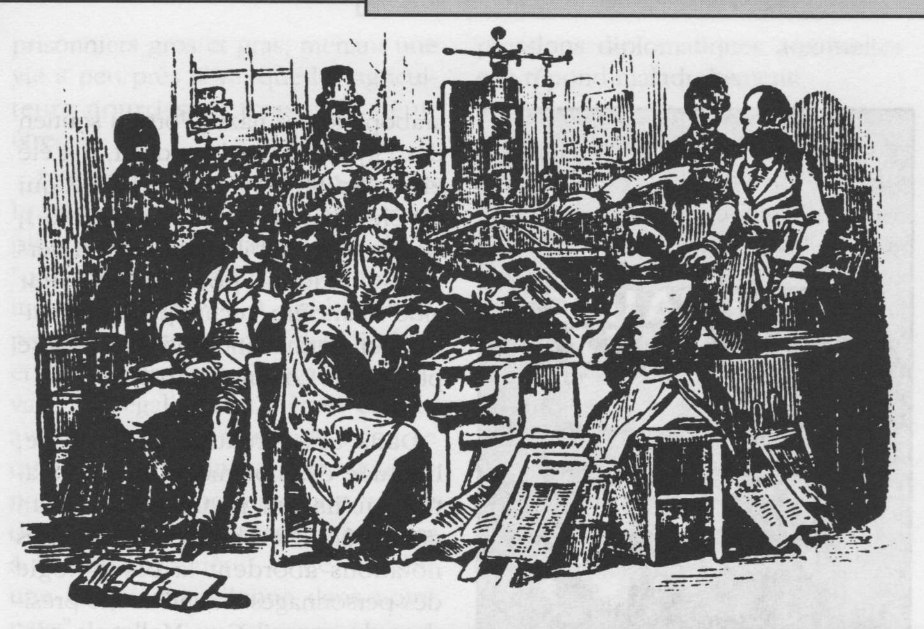
Denis Lefebvre donne au lecteur tous les éléments qui composent cette crise, sans oublier de rappeler l'origine du canal (inauguré en 1869) autour duquel se noue le conflit entre Français et Anglais d'une part et pouvoir égyptien de l'autre. Il reconstitue avec clarté le cheminement des négociations entre alliés du Pacte atlantique, ou entre ces derniers avec les responsables du jeune État israélien (créé en 1948). C'est volontiers qu'il donne de substantielles citations des documents secrets ou confidentiels qui permettent de comprendre non seulement l'enchaînement des faits mais aussi les réactions des acteurs. On a oublié qu'à l'époque Nasser est considéré comme une sorte de nouvel Hitler ; il y avait quelques raisons à cela ; parmi celles-ci les propres déclarations du Raïs exaltant un panarabisme agressif et la présence au Caire de rescapés du régime hitlérien ou de rescapés de la politique arabophile des nazis. Fort du soutien des Égyptiens (seul candidat, il a été élu avec 99,9 % des voix, ce qui révèle la nature de son régime), Nasser s'est habilement tourné vers les Soviétiques pour obtenir leur aide financière, technique et militaire, leur permettant ainsi de prendre pied sur le continent africain.

Dans une situation de ce type, l'attitude des hommes – et la formation qu'ils ont reçue – jouent un grand rôle. De brèves mais précises notations abordent la psychologie des personnages essentiels : le président du conseil Guy Mollet, le premier ministre britannique Anthony Eden, ou l'israélien David Ben Gourion. Dans ce qui est encore la Guerre froide, Eden et Mollet dirigent des puissances de second rang et ne peuvent plus être tout à fait maître du jeu qu'ils engagent. Le rôle des Américains s'avère décisif, tout comme le poids des Soviétiques. C'est des « deux grands » dont dépend, en dernière instance, le succès ou l'échec de l'opération franco-britannique. L'opération militaire projetée, reportée puis modifiée ne s'engage donc pas dans les meilleures conditions. Une fois déclenchée, Français et Anglais doivent faire face aux pressions des membres de l'O.N.U. Déjà engluée dans la guerre d'Algérie (autre motif de l'intervention française, puisque Le Caire soutient les rebelles), la France est sans doute le pays qui subira le contrecoup le plus fort de l'échec occidental. La IV$^{e}$ République en sortira ébranlée.

Mais au-delà de cette conjoncture, l'affaire de Suez préfigure bien des développements de l'histoire des années suivantes : Derrière la question de la libre circulation par le canal, c'est aussi celles du pétrole et du contrôle des sources d'approvisionnement des puissances occidentales qui se posent désormais.

**Jean-Louis Panné**

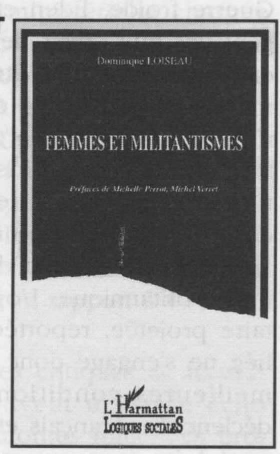
**Denis Lefebvre, *L'Affaire de Suez*, Bruno Leprince éditeur, 1996 ; 175 pages, 98 F collection « Synthèse ».**



# LE TEMPS DES LIVRES

## FEMMES ET MILITANTISMES

*par Dominique Loiseau*




Cette étude trace un tableau à la fois sociologique et historique de cinquante ans de militantisme de femmes. Celui-ci s'exerce dans les associations familiales et féminines du courant catholique-social et du courant laïque (communiste en particulier).

Histoire des organisations mais aussi itinéraires de femmes, à la croisée du politique et du privé, du collectif et du personnel : accompagnatrices du militantisme de l'époux ou militantes des premières associations de jeunes filles à l'aube des années trente, résistantes, engagées contre le fascisme ou au côté des organisations syndicales lors de grandes luttes ouvrières. Implantées dans les quartiers car souvent non salariées, elles sont aussi confrontées aux luttes pour la contraception et l'avortement, ainsi qu'au féminisme de la décennie soixante-dix. Associations et militantes de ce "syndicalisme de quartier" sont fréquemment mal reconnues par le syndicalisme d'entreprise, la condescendance régissant les relations entre les organisations ouvrières et les associations familiales reproduisant les rapports traditionnels hommes-femmes.

Ce livre reconstitue pas à pas le fourmillement de ce militantisme méprisé, voire totalement ignoré, oublié (mais l'action des femmes ne l'est-elle pas toujours peu ou prou ?), de ces "vies minuscules" qui, pourtant, dans l'ombre ou en pleine lumière, ont tissé elles aussi l'histoire du mouvement ouvrier.

*L'Harmattan - Logiques sociales, 238 pages, 130 F. Disponible à la librairie de Gavroche.*

## L'HORREUR ÉCONOMIQUE

*par Viviane Forrester*

VIVIANE FORRESTER

L'horreur économique

Fayard

Il y a deux manières de traiter une pathologie : celle qui tend à faire disparaître les effets de la maladie, celle qui tente, après l'avoir identifiée, d'en faire disparaître les causes.

L'économie mondiale est en crise. On nous le répète chaque jour pour nous persuader qu'après de douloureuses interventions – inévitables et effectuées le plus souvent sans anesthésie – çà ira mieux. On connaît la fable de ces malades qui meurent guéris. Un rapide survol historique du siècle dernier - celui du libéralisme triomphant - ponctué de crises sociales ou internationales permet de suggérer que le libéralisme, çà ne marche pas vraiment. Enfin, pas pour tout le monde.

Peu d'observateurs osent nommer l'origine du mal : un capitalisme brutal maquillé en "libéralisme". Viviane Forrester en détaille les perversions. On peut craindre, toutefois, que l'énumération n'impressionne plus personne. Chacun connaît dans son entourage plus ou moins rapproché un chômeur, éventuellement de longue durée et le spectacle de la rue ne permet pas d'ignorer les exclus. C'est devenu une fatalité à laquelle on s'est habitué. Briser cette soumission à la réalité de notre époque est déjà une bonne raison de lire le livre de Viviane Forrester. On peut toutefois regretter de ne pas y trouver le versant ensoleillé de cette situation qui n'est pas une crise pour tous. En particulier pour les chefs d'entreprise dont l'autorité sur les conditions d'embauche, de travail ou de fixation des rémunérations a été restaurée. Il n'est que de fréquenter les "séminaires" et autres rencontres de cadres de certaines entreprises pour sentir l'autosatisfaction de ceux qui sont du bon côté de la situation. On y retrouve l'arrogance des nantis qui servaient déjà de modèles aux romanciers réalistes du siècle passé. L'époque est réellement faste pour cette catégorie qu'on appelle, sans doute par négligence sinon par ironie, "socioprofessionnelle" mais qui désigne aussi, avec raison, celle des décideurs. Les observateurs de la vie économico-politique ont, semble-t-il, accordé trop peu d'intérêt aux rencontres discrètes au cours desquelles certains experts internationaux ont défini, il y presque un quart de siècle, les contours d'une "nouvelle société" dans laquelle leur pouvoir serait restauré face à un contre-pouvoir syndical envahissant, à des médias indisciplinés. Il s'agissait de créer un "nouvel ordre" qui rétablirait les conditions d'un capitalisme puissant, vigoureusement géré, sans concession à une solidarité génératrice de démocratie (1). Ronald Reagan terrassant F.-D. Roosevelt. A titre précaire, peut-être, mais les joueurs savent bien qu'il suffit de quelques bons coups pour s'enrichir efficacement. Par chance, pour eux, la "crise" se prolonge. Les rencontres de Davos qui réunissent, chaque année, dans cette station suisse huppée, à peu près les mêmes experts que vingt-cinq ans plus tôt, permettent de faire le point dans un environnement de congratulations mutuelles et d'optimisme renouve-

lé. La prospérité des marchés boursiers proportionnelle à la croissance du nombre des licenciements justifie cette euphorie. Un nouveau pouvoir financier et transnational dont les exécutifs sont les banques "mondiales" se joue des pouvoirs qu'on appelle encore "institutionnels" presque par pitié sinon par dérision. "... La passion si grisante, si humaine, trop humaine, du pouvoir et du gain trouve ici à la fois ses sources et les territoires où s'exalter, irrésistible, dévorante et dévoratrice..." écrit Viviane Forrester, ne suggère pas de remède. Elle s'attache à décrire une situation qui se révèle plus pénible pour un nombre d'exclus toujours croissant. Récemment, l'élection américaine a permis à certains programmes de télévision de montrer la face habituellement cachée de la réalité libérale aux États-Unis : sites industriels délabrés, jeunesse désœuvrée. Et pourtant, çà tourne ! Wall Street va de record en record. Alors que toutes les victimes du "nouvel ordre économique" semblent tétanisées, on s'étonne presque d'apprendre que l'un des acteurs de cet emballement, le spéculateur Georges Soros, réclame une nouvelle réglementation internationale afin de conjurer les risques de la catastrophe qu'il redoute (2). Parmi les experts, il n'est pas le seul. En attendant, il est utile de se tenir informé par la lecture du livre généreux de Viviane Forrester.

**J.-J. Ledos**

(1) En particulier : "The Crisis of Democracy - Report of the Governability of the Democracies to the Trilateral Commission" par M. Crozier, S.P. Huntington et J. Watanuki (New York - 1975) et "Le nouvel ordre intérieur" (Université de Vincennes - Ed. Alain Moreau, 1980).

(2) "Le Monde" 2 novembre 1996.

## LA PAROLE EN CHANTANT

*par Thierry Maricourt*



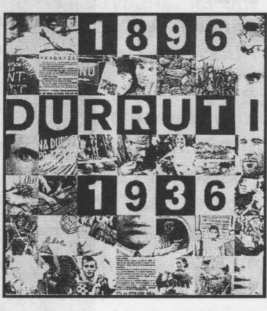

Notre ami Thierry, auteur d'essais sur la littérature libertaire et prolétarienne et de quelques romans, nous propose aujourd'hui une étude sur le Show-business et son rapport avec les idéologies.

L'auteur se penche plus particulièrement sur la chanson de variété, genre déconsidéré mais qui nous concerne tous. En effet, qui peut échapper aux rengaines dont on nous rebat les oreilles, à la radio ou à la télévision, en fonction des moyens que l'éditeur a bien voulu mettre à la disposition des médias.

Dans tout ce fatras d'"œuvres", quelques chansons passeront à la postérité. Mais, bonne ou moins bonne, la chanson de variété, selon Thierry Maricourt doit être écoutée et analysée, *car elle participe directement à l'élaboration d'une pensée* de masse *qui n'épargne personne.* Cette analyse critique des discours ne manque pas d'intérêt même si le plus souvent la musique l'emporte sur le texte pour le commun des auditeurs.

*EPO éditions Bruxelles, 182 pages, 99 F. Disponible à la Librairie de Gavroche.*

## DURRUTI 1896-1936




A l'occasion du centenaire de la naissance de Buenaventura Durruti, né le 14 juillet 1896 à Léon, et du cinquantenaire de sa mort, dans Madrid assiégée par les troupes franquistes, le 20 novembre 1936, cinq éditeurs militants (Anselmo Lorenzo, Madrid ; Active/Beastie, Londres ; Nautilus, Hambourg ; Zero in Condotta, Milan ; L'Insomniaque, Paris) se sont associés pour publier un album de grande qualité graphique reproduisant plusieurs centaines de photos, dont certaines étaient encore inédites, sur Durruti lui-même et sur le mouvement anarchiste et la révolution espagnoles, à l'initiative d'Abel Paz, le biographe de Durruti (*Un anarchiste espagnol, Durruti*, Paris, Quai Voltaire, 1993. Cf. *Gavroche*, n° 80, mars-avril 1995).

L'ouvrage, rédigé en cinq langues, est divisé en quatre parties qui couvrent la vie et la postérité immédiate de Durruti : le rebelle, le révolutionnaire, l'Aragon libertaire et les deux morts de Durruti. Outre le texte de présentation de chaque partie, l'ouvrage reproduit également de courtes citations d'auteurs comme Franz Borkenau, Hans Magnus Enzensberger, George Orwell, Abel Paz, ou Ricardo Sanz. Les deux dernières parties sont complétées par des extraits de deux articles du *Libertaire*, l'un sur les collectivisations en Aragon, l'autre de la compagne de Durruti, Emilienne Morin, réaffirmant contre les tentatives de captation d'héritage de la mémoire de Durruti par les staliniens, qu'il resta « jusqu'à son dernier souffle, l'anarchiste intrépide et ardent des tout premiers jours ».

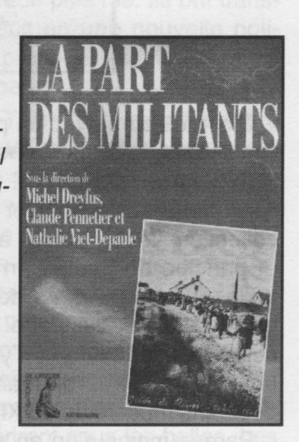
Alors que les Brigades internationales font toujours figure de mythe politique que l'on s'emploie périodiquement à réactiver, on ne regardera pas sans émotion les deux photos de la section française « Sébastien-Faure » du Groupe international de la colonne Durruti, prises en août 1936. La légende ne mentionne aucun des noms de ces hommes (et des deux femmes) figurant sur ces photos, mais l'on pense immédiatement à eux comme à des êtres « voués à la quête d'une société de justice et de liberté, broyés par des régimes de force brutale ou hypocrite, coincés entre leurs rêves et leur lucidité, [qui] partirent combattre en Espagne non pas dans l'espoir du triomphe, mais dans la certitude de pouvoir y mourir sans trahir. » (Louis Mercier-Vega, « Simone Weil sur le front d'Aragon », in *Les Écrivains et la guerre d'Espagne*, Paris, Les Dossiers H, 1975, p. 279).

**C. J.**

*Paris, L'Insomniaque, 1996, 193 p.*

## LA PART DES MILITANTS

*Sous la direction de Michel Dreyfus, Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule*




Dans le mouvement ouvrier, il n'est de richesses que d'hommes et de femmes. Comment faire l'histoire des courants de pensée et des organisations sans savoir qui relaie les idées, implante les partis et les syndicats, anime les grèves et participe aux congrès ? Considérant les militants comme les acteurs majeurs de la vie sociale et politique, les auteurs de cet ouvrage s'interrogent sur leurs biographies et leurs itinéraires.

A ce titre, le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (Editions ouvrières/Editions de l'Atelier), le plus grand dictionnaire bio-

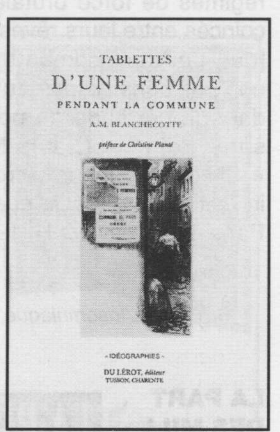
graphique en langue française, n'est-t-il pas le cadre privilégié pour observer les rapports entre le personnel et le collectif, entre la biographie et l'histoire sociale ?

Selon Michèle Perrot, "le *Maitron* est parcouru par un sens de l'histoire dont le mouvement ouvrier serait porteur, une croyance aux masses, à la base, aux vertus de l'effort accumulé, des sacrifices répétés, des actes additionnés dont la confluence changerait un jour le cours des choses."

Parce qu'il est une œuvre vivante, toujours remise à jour, le *Maitron,* ne peut que s'enrichir des évolutions de l'historiographie dont témoigne cet ouvrage et servir les militantismes d'aujourd'hui.

*Les Editions de l'Atelier, 12 Av. Sœur Rosalie 75013 Paris, 354 pages, 140 F. Disponible à la librairie de Gavroche.*

**TABLETTES D'UNE FEMME PENDANT LA COMMUNE**
*par A..-M. Blanchecotte.*



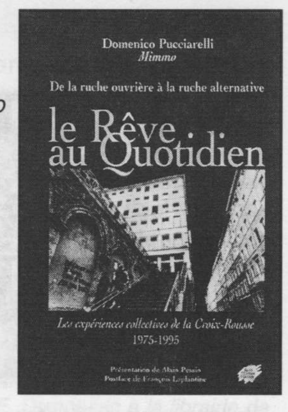

C'est toujours avec un plaisir non dissimulé que nous recevons les ouvrages publiés par Du Lérot. Imprimés "à l'ancienne" sur du papier de qualité, la collection "Idéographie" a pour objectif et principe de publier en parallèle des textes inédits ou rares de tous genres, et des travaux d'histoire des idées qui éclairent ces textes et s'y réfèrent - les uns et les autres donnant à découvrir des pans méconnus du XIXe siècle.

Parues moins d'un an après la Commune, ces *Tablettes d'une femme* livrent le témoignage de Malvina Blanchecotte (1830-1897), femme écrivain issue du peuple, demeurée à Paris pendant toute la durée des événements. Se voulant neutre et d'une impartiale lucidité, Blanchecotte est allée partout, a tout observé. Ses notations entrecoupées de nombreux documents d'époque - extraits de journaux et proclamations, chansons, affiches - restituent le chaotique d'une actualité saisie au jour le jour ainsi que le désarroi des contemporains devant la crise qui déchire la France. Mais en dépit de sa volonté de rester en deçà de l'interprétation, elle parvient de moins en moins, au fil des pages et des événements, à masquer son indignation et son hostilité envers la Commune tout en reconnaissant la justesse de certaines revendications sociales.

Ce livre, "utile et saisissant", disait George Sand qui y voyait "un document historique qui aura son prix" (lettre du 16 février 1872), constitue pour le lecteur d'aujourd'hui une occasion de revenir sur la Commune et ce qu'elle a représenté, du point de vue d'une femme qui ne fut ni Communarde ni pleinement Versaillaise. Il nous invite également à réfléchir au sens et à la fonction du témoignage en histoire, et à la façon dont on écrit un événement et ses légendes.

*Ed Du Lérot, 16140 Tusson, 283 p, 200 F*

**LE REVE AU QUOTIDIEN**
*par Domenico Pucciarelli*




Comme l'indique par une raccourci magistral Alain Pessin dans sa préface, on est ici "à la recherche d'un ressaisissement, non pas "héroïque", postural, comme en proposent les révoltes politiques, mais "horizontal" dans le double sens où tous les aspects de l'existence doivent être solidairement maîtrisés de main d'homme, et où l'on se propose d'inventer des pratiques non hiérarchiques et non autoritaires. Ce n'est pas le moindre aspect (également) de cette critique radicale et en acte de la vie quotidienne que de placer au centre de ses valeurs le plaisir convivial, le bonheur de l'échange." Le double soustitre de l'ouvrage : "de la ruche ouvrière à la ruche alternative" – filiation directe avec le mouvement ouvrier –, "les expériences collectives de la Croix-Rousse 1975-1995" – inscription à la fois dans l'espace (un quartier populaire en mutation) et dans la durée (la vie d'une génération) – explicite bien la démarche de l'auteur, lui-même militant et acteur de plusieurs de ces expériences collectives, lequel s'est mué en sociologue afin de lui permettre un regard distancié, mais pas neutre, sur ce "moment d'une alternative en mouvement" qui s'inscrit dans la longue histoire de ceux qui pensent qu'il ne peut y avoir de changement social sans changement dans les mentalités.

Le "vivre autrement, ici et maintenant" va permettre de former un "homme global", c'est-à-dire "un individu totalement engagé, dont non seulement les capacités économiques (productives) sont mises en œuvre mais également l'ensemble des valeurs humaines".

Toutefois l'examen clinique des expériences relatées en montre les limites tant qu'elles restent périphériques par rapport à l'appareil de production proprement dit. Ne baissons pas pour autant les bras, l'important étant finalement que "ces expériences qui résistent en composant avec la réalité maintiennent cette tension qui pousse les acteurs à se remettre toujours en cause, à ne jamais accepter comme un acquis définitif le fonctionnement d'une activité humaine".

**J.J. Gandini**

*Atelier de Création Libertaire, Lyon, 255 p., 75 F.*




**LE TEMPS DES CHEMISES VERTES, RÉVOLTES PAYSANNES ET FASCISME RURAL**
*par Robert Paxton*

**LE COLONEL DE LA ROCQUE OU LES PIEGES DU NATIONALISME CHRÉTIEN**
*par Jacques Nobécourt*

La France des années trente a-t-elle connu une dérive fasciste ? La question est posée au travers de deux biographies de deux leaders de la droite radicale de l'avant-guerre. L'une est consacrée à Henry Dorgères, le leader des insurrections paysannes et le dirigeant des chemises vertes et l'autre du colonel de La Rocque, le chef du mouvement des anciens combattants les Croix de Feu, qui s'est transformé après la dissolution des ligues en Parti social français.

La biographie de La Rocque veut rappeler qui est Étienne de La Rocque et

son mouvement. Le mouvement des Croix de Feu puis du Parti Social Français se sont incarnés en cet homme. Ce Saint Cyrien est né en 1885, il a servi dans l'armée au Maroc sous les ordres de Lyautey puis participe à la première guerre mondiale. Il adhère au mouvement d'anciens combattants les Croix de feu, dont il devint rapidement le président. Les Croix de feu étaient présentes à la manifestation du 6 février 1934, La Rocque donne l'ordre de dissolution à son groupe lors des affrontements. La Rocque conserve ce caractère légaliste qui l'a distingué du fascisme. Il fut accusé d'être le fourrier du fascisme par la gauche et il fut vilipendé par l'Action française qu'il lui reproche d'être un allié de la démocratie. Le Parti Social Français a en effet mis sous silence son action clandestine pour se définir comme républicain. Logiquement il participa à l'Etat français en 1940, Pétain est à ses yeux l'incarnation de la « France éternelle ». Son nationalisme exacerbé lui fait cependant rejeter la politique collaborationniste. Arrêté par les Allemands, il a été interné en Allemagne, et mourut à son retour en 1946. Pendant toute sa vie politique, La Rocque exalte un christianisme national, proche en cela du régime franquiste. Il a mis en avant le travail, l'ordre, la famille, la patrie et ce n'est pas un hasard s'il a été un des zélateurs du régime de Vichy. Le colonel de La Rocque n'est pourtant pas un fasciste. Le mouvement qu'il a dirigé ne l'a pas été non pas non plus, même l'organisation paramilitaire et, par moment, semi-clandestine des Croix de feu se trouve souvent à la lisière du fascisme. Jacques Nobécourt prouve que La Rocque et son mouvement n'étaient pas antisémites, même si certains de ces militants l'étaient. La Rocque a dénoncé les lois antisémites de Vichy. Il reste cependant un point d'interrogation, comment qualifier l'attitude de La Rocque qui après le pogrome de Constantine d'août 1934 - durant lequel vingt-cinq Juifs ont été égorgés, vingt-six blessés et deux cents magasins pillés ou détruits - a appelé au boycott du commerce juif de Constantine car la communauté juive avait désigné à tort les hommes de La Rocque comme les responsables du pogrome. L'argument de Nobécourt semble pour le moins peu convainquant : « C'était à la constitution d'une communauté religieuse en clan politique que répondait la consigne de La Rocque ».

Les chemises vertes se sont également incarnées dans une figure, celle d'Henri Dorgères. En publiant cette recherche, Robert Paxton prolonge, par une remontée dans le temps, ses travaux sur la France de Vichy et les origines du fascisme à la française. Henri Dorgères s'est voulu l'incarnation de la nation paysanne. Cet homme, né en 1897 et mort en 1985, est devenu dans les années vingt et trente l'agitateur de la droite paysanne. Animateur du mouvement paysan dans l'Ouest de la France, il en devient un tribun. Il a régulièrement manifesté contre les paysans communistes de Renaud Jean - dont il est à noter que les thèmes de propagandes respectifs ont été souvent identiques, au moins jusqu'en 1934. Son action - dont on retrouve encore des traces dans le syndicalisme paysans actuel - a reposé sur des revendications salariales catégorielles et politiques. Il a fait organiser des manifestations qui ont été parfois violentes, mis en place des groupes de défense des agriculteurs et a proclamé la grandeur du monde paysan victime de l'exploitation. Dorgères et son mouvement se sont voulus les défenseurs des petits paysans. Ils ont prôné un Etat corporatiste, ont appelé au renversement de la République. Cette mise en accusation du régime a été accompagnée d'un discours aux relents antisémites. Le dorgérisme a connu un bref succès lors de l'instauration du régime de Vichy. Mais le dorgérisme n'a pas réussi à pénétrer réellement dans les campagnes, ce pour plusieurs raisons, la première est l'intervention de l'Etat, la deuxième l'enracinement dans la République à la campagne et la dernière l'implantation des notables provinciaux qui ont refusé de cautionner cette nation paysanne dans laquelle ils ne se retrouvaient pas.

On peut certes parler de la résistance de la démocratie et de la tradition démocratique française à la menace factieuse qui ont permis un temps au système démocratique de répondre à ces dangers. Il n'en demeure pas moins que la France a connu dans l'entre deux guerres une réelle tentation autoritaire peut être plus proche du modèle franquiste ou lazarien que du fascisme italien ou du nazisme allemand. Cette menace s'est réellement concrétisée dans le régime de Vichy qui recouvre nombre des caractères du fascisme.

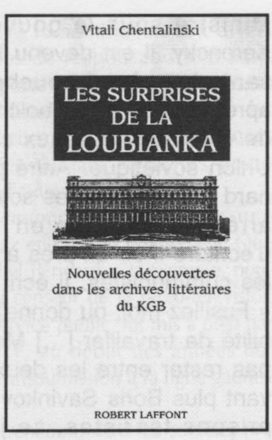
**Sylvain Boulouque**

*Paris, Le Seuil, 1996, 316 p., 160 F.*
*Paris Fayard, 1996, 1194 p. 250 F.*

*Nota : On notera la parution de la synthèse de Marc Olivier Baruch, Le régime de Vichy, Paris, La découverte, 1996, 124 p., 49 F.*

## LES SURPRISES DE LA LOUBIANKA, NOUVELLES DÉCOUVERTES DANS LES ARCHIVES LITTERAIRES DU KGB

*par Vitali Chentalinski*




Vitali Chentalinski a poursuivi ses recherches dans les archives de l'ancien KGB. Après avoir mis à jour dans son précédent ouvrage, *La Parole Ressuscitée,* les dossiers de Boulgakov, Pilniak, Mandelstam (1), il livre aujourd'hui de nouvelles découvertes sur, par exemple, la famille Tolstoï, Isaac Babel et Mikhaël Boulgakov, dont il complète le dossier, ou encore Boris Savinkov.

Babel et Boulgakov ont eu un point commun, outre leur immense talent. Ils ont tous deux travaillé un temps, pour des raisons purement alimentaires, pour les services littéraires du NKVD. Ils ont rédigé pour l'un et corrigé pour l'autre le récit d'un tchékiste sur la tentative d'assassinat - involontaire quant à la personne - de Lénine par le bandit Kochelkov, le roi de la pègre moscovite, qui est traqué puis tué. Ils ont transformé son récit en une nouvelle policière. Leurs premiers essais littéraires ne sont pas parus.

"Expurger Tolstoï" tel aurait pu être le titre du chapitre consacré à la chasse à laquelle se sont livrés les agents de la tchéka vis-à-vis des cercles tolstoïens et de la famille de l'écrivain. Les menaces en tout genre, les interdits, les perquisitions ont été le lot quotidien de ces proches et de ses condisciples, et comme le note Chentalinski : « Les Tolstoïens finirent éparpillés dans les prisons et dans les camps. Beaucoup périrent sous les balles. Les dernières communes tolstoïennes furent détruites dans les années trente. Et, avec ses sectateurs, post mortem, Léon Nikolaïevitch Tolstoï passa tous les cercles de l'enfer du Goulag ».

Le compte rendu du dossier de Boris Savinkov est éloquent, il montre les processus de déshumanisation qu'atteint très rapidement le système policier soviétique - Chentalinski décrit un phénomène analogue au sujet la famille de Marina Tsvetaïva à la fin des années trente. Savinkov, le socialiste-révolutionnaire, l'ancien terroriste condamné à mort qui a réussi à s'échapper des prisons tsaristes.

Ministre sous le gouvernement de Kerensky, il est devenu l'un des opposants les plus farouches au régime après le coup d'Etat bolchevik. Il a tenté de créer des réseaux clandestins en Union soviétique. Attiré par un traquenard par les services soviétiques, il est arrêté emprisonné en 1924. Interdit d'écriture il se dit près à travailler avec les communistes. Il écrit à Dzerjinski : « Fusillez-moi, ou donnez moi la possibilité de travailler [...] Mais je ne peux pas rester entre les deux ». N'en pouvant plus Boris Savinkov, le héros des prisons tsaristes, se jette par une fenêtre de la Loubianka l'année suivante.

Vitali Chentalinski multiplie dans ce nouveau volume les exemples sur la persécution des écrivains. Ce livre est le récit de la réalité du communisme, il évoque les pires scènes de Farheinheit 451 ou de 1984.

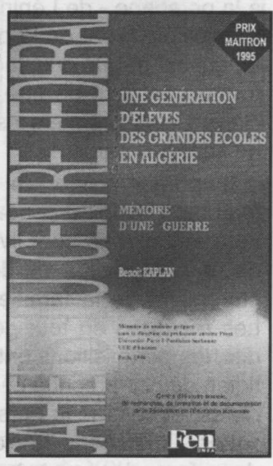
**Sylvain Boulouque**

*(1). Cf. Le compte rendu de La Parole ressuscitée dans Gavroche, n° 74, mars-avril 1994, p. 27.*

*Paris, Robert Laffont, 1996, 362 p., 149 F.*

# REVUES

## CAHIERS DU CENTRE FÉDÉRAL DE LA FEN N° 18




Chaque année, les Cahiers du Centre Fédéral publient le mémoire de maîtrise du lauréat du Prix Maitron, Prix soumis à l'appréciation du Jury composé de syndicalistes et d'universitaires. Pour 1995, le prix a été décerné à Benoît Kaplan pour son travail intitulé : "Une génération d'élèves des Grandes Ecoles en Algérie - Mémoire d'une guerre".

Dans sa préface, Martine Le Gal, membre du jury précise :

*Dans une recherche fine et sensible, (l'auteur) présente le témoignage oral des souvenirs qu'une soixantaine d'anciens élèves des grandes écoles gardent de leur participation comme officiers à la guerre d'Algérie.*

*La guerre d'Algérie est une partie de notre histoire. (...) Les témoignages apportent des éléments essentiels sur le poids des parents, le rôle de la famille, les attitudes par rapport à l'armée, la nation.*

*L'auteur explique dans l'introduction les raisons de son choix :*

*Les élèves des grandes écoles présentaient "un double avantage" : un avantage matériel lié aux annuaires de ces grandes écoles permettant de choisir un corpus à la convenance de l'auteur, un avantage plus "politique" : ces étudiants allaient devenir les cadres de la nation, comme officiers, comment ont-ils vécu la guerre d'Algérie.*

Un témoignage de plus sur cette période difficile de notre histoire.

*S'adresser à FEN, 48 rue La Bruyère, 75440 Paris Cedex 09.*

## PLEIN CHANT N° 60




Nous relevons dans cette revue littéraire de qualité, un texte remarquable de François Le Lionnais : *La peinture à Dora*. Dans le camp, contemplant la colline pendant qu'on procédait à une fouille générale sur la place d'appel, l'auteur exprime sa vision : "L'automne y achevait son établissement. Alors ces grands arbres dépouillés fondirent sur moi sans crier gare et m'emportèrent avec eux. L'Enfer de Dora se métamorphosa subitement en un Breughel dont je devins l'hôte. Favorisée sans doute par l'affaiblissement physique et mental dans lequel nous nous trouvions, une vive exaltation s'empara de moi : l'impression de m'être évadé, comme aurait pu le faire une fumée, sous l'œil de mes gardiens imbéciles. Cette euphorie fut de brève durée. Elle fut assez longue cependant pour me permettre de supporter la solide volée de coups de poings et de gifles à décrocher les mâchoires..."

*Plein Chant Bassac 16120 Châteauneuf-sur-Charente. 80 p, 60 F.*

## LE RÉFRACTAIRE (Réseau d'Information Réfractaires)


le réfractaire
APPEL À SOUTIEN

"Le RIRE", bimestriel d'information sur les réfractaires, publie une édition spéciale de soutien à cinq objecteurs ayant refusé le service civil pour des "raisons de conscience, de liberté et d'égalité".

Alors que le service militaire semble déjà du passé, on peut s'étonner que des procès existent encore à l'encontre de tels objecteurs. Va-t-on les condamner maintenant que le service militaire qu'ils refusent disparaît ?

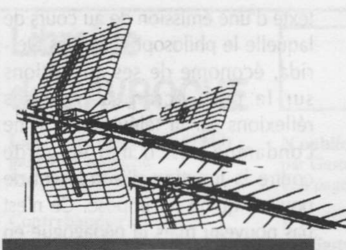
*Si vous voulez aider le collectif de soutien ou avoir plus d'informations : 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille. Tél. 04.91.56.52.19.*




## Complétez votre collection de "Gavroche"

| | |
|---|---|
| 1982 : 5 numéros 1 à 6 (sauf 2) | 50 F |
| 1983 : 5 numéros 7 à 12 (sauf 9) | 50 F |
| 1984 : du 13 au 18 | 50 F |
| 1985 : du 19 au 24 | 50 F |
| 1986 : du 25 au 30 | 50 F |
| 1987 : du 31 au 36 | 50 F |
| 1988 : u 37 au 42 | 70 F |
| 1989 : du 43 au 48 | 70 F |
| 1990 : du 49 au 54 | 70 F |
| 1991 : du 55 au 60 | 70 F |
| 1992 : du 61 au 66 | 80 F |
| 1993 : du 67 au 72 | 80 F |
| 1994 : du 73 au 78 | 100 F |
| 1995 : du 79 au 84 | 100 F |

Envoi franco



MEDIA : APPRENDRE A CONSOMMER AVEC PRUDENCE !
*la chronique de Jean-Jacques Ledos*

## DÉSINFORMATION : QUAND LA JUSTICE S'EN MÊLE

La pratique commerciale de la radio ou de la télévision impose le réveil permanent de l'attention de l'auditeur-téléspectateur. L'événement spectaculaire contingent est exploité mais lorsqu'il y a déficit, certains fournisseurs n'hésitent pas à créer l'événement. Ce n'est pas nouveau. Dans les milieux professionnels, lorsqu'on "arrange" un événement, on dit "bidonner".

Dans la frénésie concurrentielle qui impose aujourd'hui sa loi au marché, il semble que la pratique se généralise. Au point que les acheteurs de produits frelatés, diffuseurs de sujets manipulés, s'en émeuvent et demandent réparation en justice.

C'est ce qui s'est passé, récemment, en Allemagne où, selon "Libération" (23 septembre 1996), un "fournisseur" est jugé pour avoir "...de 1990 à 1995, [...] vendu aux télévisions allemande et suisse une trentaine de reportages falsifiés, escroquant les chaînes d'1,2 millions de francs..."

Pourvu que cette fièvre de justice ne franchisse pas les frontières ! Les défenseurs de la libre entreprise ne manqueraient pas de dénoncer cette atteinte à la liberté d'expression ! ❑

## LANGUE DE BOIS

Dans le style flaubertien du "Dictionnaire des idées reçues", on en pourrait donner la définition suivante : "mettre à côté de la plaque". Lorsqu'ils s'expriment devant un micro, les officiels, ministres, porte-paroles, journalistes-hérauts se donnent beaucoup de mal pour minimiser un événement ou taire un échec, exalter une réussite ou montrer la paille dans l'œil de l'adversaire, insoucieux du scepticisme, rigolard ou irrité, des spectateurs ou auditeurs devant leur poste.

Nombreux sont les plus anciens qui n'ont pas oublié la colère de leurs parents, dans les années noires de l'occupation, à l'écoute de Radio-Paris dont les animateurs collaborationnistes mentaient au nom d'une propagande à laquelle les opportunistes ne croyaient même pas. Seule, la démarche de Panurge est de nature à créer l'illusion de la force solidaire. La diffusion récente sur "Arte" d'un film sur les affidés de Hitler montrait des foules soi-disant enthousiastes à l'écoute des discours exaltés. Il s'agissait, en fait d'images soigneusement cadrées et éclairées mais la spontanéité des ovations dissimulait mal l'empressement obligé des assistants. Quiconque tardait à se lever pour applaudir pouvait être tenu pour suspect. On ne faisait pas mieux dans l'univers communiste. ❑

## HALTE À LA POLLUTION DES PAYSAGES

Quiconque parcourt la France en voiture n'a pas manqué de constater l'augmentation des panneaux publicitaires à l'entrée de villes, moyennes et grandes. Certains s'en offusquent. La liberté d'entreprendre autorise, il est vrai, les débordements, dont le bon goût dans les respect des paysages n'est pas la qualité recherchée. Cette pollution se manifeste au moment où les communes, grâce il est vrai à l'augmentation des impôts locaux, améliorent avantageusement leur environnement. "Le Monde" du 11 octobre dernier évoque un récent arrêt du Conseil d'État qui reconnaît aux maires le droit de réglementer ces excès.

Certaines associations écologiques mènent le combat pour la réglementation telle "Paysages de France", Chemin de la Combe, 38700, Le Sappey en Chartreuse.

La publicité pollue d'autres espaces : les périodiques dans lesquels la continuité de lecture devient un parcours du combattant entre les annonces publicitaires. ❑

## LE MIROIR DES MÉDIAS

La radio et la télévision, désormais soumises au modèle libéral, ne se contentent pas d'en assurer la promotion par un contrôle habile des informations diffusées. Elles vérifient par les sondages que le message a bien été reçu mais aussi par la diffusion de témoignages qui attestent l'assiduité et la réceptivité des auditeurs-téléspectateurs.

Dans une émission aussi innocente, en apparence, que "Fréquence-Mômes" présentée chaque samedi midi sur "France-Inter", William Lemeyrgie demande à des enfants ce qu'ils ont retenu de l'actualité de la semaine. Où donc auraient-ils pu s'informer si ce n'est en regardant la télévision ? Le résultat est assuré : les méchants ou les bons sont bien ceux qui leur ont été montrés.

Bien sûr, nous ne vivons pas dans un pays totalitaire où le message univoque s'impose mais rares sont les citoyens qui recherchent une information différente et les défenseurs du libéralisme ne manqueront pas de souligner leur respect de la liberté d'expression. Sans souligner qu'ils contrôlent les robinets. ❑

## CULTURE "CLIPPÉE"

C'est l'expression que Pierre Bouteiller a proposée aux invités de son émission matinale sur "France-Inter", le 25 octobre dernier, pour désigner la culture à base d'images brèves, enchaînées sur un rythme rapide, telles que les proposent les clips mais aussi, un certain d'émissions documentaires ou d'information.

Il s'agit, sans doute, davantage d'une esthétique que d'une stratégie et, il est vrai que l'urgence supposée (?) impose à présent une stricte réglementation des durées. Seule, "France-Culture" laisse encore à ses invités le temps de s'exprimer et l'auditeur en profite. Dans la presse écrite, les articles de plus en plus squelettiques sont un support de choix pour la désinformation et l'occultation des faits embarrassants.

Le philosophe Paul Virilio a imaginé un nouveau champ d'étude, la "dromologie", dans lequel il dénonce cette obsession de la vitesse qui, de l'accélération des cadences de production à la nervosité de nos voitures, nous fait oublier de prendre le temps de vivre. ❑

## IMPOSSIBLE INDÉPENDANCE DES MÉDIAS

C'est vrai, le pouvoir politique y met les formes, de nos jours, lorsqu'il fait le ménage dans les états-majors des médias qu'il contrôle directement mais le souci reste le même. Les plus anciens se souviennent du rappel du président Pompidou aux journalistes de la radio-télévision, au début des années 70 : "vous êtes la voix de la France". Dix ans plus tard, en mai 1981, Jean-Pierre Elkabbach sera immolé (symboliquement) place de la République, à Paris, comme symbole de la soumission à la précédente majorité. Cette cérémonie expiatoire précédera la nomination aux divers postes de responsabilité d'amis (supposés) de la nouvelle majorité socialiste. Le vent fait tourner les girouettes : on retrouvera, quelques années plus tard, les mêmes, postulant d'autres soumissions.

La mémoire collective a une vertu : elle oublie rapidement. Que Michel Péricard, par exemple, nouveau censeur de la radio-télévision de service public, fut mis à pied par la RTF, au début des années 60, pour insoumission à la ligne gaulliste ?

La sanction, dans les sociétés privées, pour être plus brutale est, au moins, plus claire : l'audience est la mesure de la compétence et les responsables de ces entreprises ne sont pas les derniers à s'adapter aux majorités de circonstance.

Une solution ? La participation des auditeurs et des téléspectateurs à la gestion des sociétés de programmes. Une idée neuve... expérimentée par le ministre des PTT, Georges Mandel, en 1936, mais non reconduite dans le monopole imposé, en 1945 à la radio, et plus tard, à la télévision par le gouvernement du général de Gaulle. ❑

## EN ARRIÈRE, TOUTE !

Pour les zélateurs du libéralisme, les contestataires du nouvel ordre économique mondial sont des gens du passé, adversaires de la modernité.

Notre actualité nous apporte quotidiennement des informations sur la condition ouvrière et sociale qui évoque le siècle dernier, celui du progrès industriel et commercial, si mal vécu par les exclus de l'époque.

"Radio-France Internationale" qui s'est transformée en chaîne d'information continue, moins schématique que "France Info" a diffusé, au petit matin du 8 novembre dernier, l'information suivante. A Lecce, une petite ville des Pouilles, dans l'Italie méridionale, une entreprise de fabrication de chaussures emploie de très jeunes ouvrières dont la durée journalière de travail est de quatorze heures, pour un salaire mensuel équivalent à 2000 de nos francs. Le journaliste évoque la discipline exercée par les contremaîtres et la roublardise des patrons pour masquer la situation. Une situation décrite, sous la Monarchie de juillet par le docteur Villermé dans son célèbre, bien que trop peu connu "Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie"*.

Des lois ont été promulguées pour tenter de réglementer – le mot le plus haï par les défenseurs du libé-

ralisme – les excès. La plus ancienne, sur le travail des enfants, votée en 1841 par une Chambre conservatrice, fut seulement appliquée, après la Commune, en 1871**. Les dispositions réglementaires sont allégrement oubliées aujourd'hui. D'assouplissement des modalités de licenciement en désyndicalisation, la vie est belle pour les chefs d'entreprise. Moins joyeuse pour les travailleurs, trop heureux de n'être pas chômeurs. ❑

* Réédité en 1989 par EDI. Distribué par les Éditions de l'Atelier, 12, avenue de la Sœur Rosalie, 75013, Paris.

** Jean Sandrin : "Enfants trouvés, enfants ouvriers 17e-19e siècle" (Floréal-Aubier, 1982).

## LA PARANOÏA, MALADIE ORDINAIRE DU POUVOIR

Deux médecins ont connu, il y a quelques années, un beau succès de librairie en dressant la liste des chefs d'État ou de gouvernement mieux pourvus d'ambition que de santé*. D'hypertension en cancer, sans omettre les maladies sexuellement transmissibles ou les cirrhoses, le tableau nosologique était riche**

La paranoïa est une curieuse affection qui touche plutôt son environnement – plus ou moins étendu – que le sujet, pour lequel elle apparaît presque comme une thérapie. La volonté de puissance personnelle dont elle est porteuse est un stimulant pour conquérir, garder ou récupérer le pouvoir. A ce titre, elle vainc la fatigue. Le citoyen évalue difficilement les charges quotidiennes du pouvoir que seule, l'énergie de l'ambition peut effacer. Il est crédule lorsqu'on lui parle du rétablissement d'illustres malades condamnés par la science médicale. Même motif, même résultat. La paranoïa n'en est pas moins une maladie douloureuse pour tout autre que le sujet. Les monarques, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nous, ont compris qu'il faut en mettre plein la vue au peuple souffrant. Des châteaux, de Versailles ou d'ailleurs aux palais des souverains auto-intronisés dans les pays "en voie de développement ", la représentation du pouvoir est somptueuse, quel qu'en soit le prix à payer pour le sujet-contribuable.

A quoi sert, alors, la paranoïa ? A exister, simplement et si possible, un peu plus que les autres pour affirmer cette existence. Les médias assurent la promotion : l'auditoire est avide de découvrir ce qui doit l'irriter. Qu'importent alors pour le sujet, les erreurs, les échecs, voire les massacres s'il a profité, pendant une durée plus ou moins prolongée de la jouissance de sur-exister tel un démiurge. Le reste n'est que statistique, comme la chair à canons, en d'autres circonstances.

L'enseignement de la philosophie distinguait jadis trois types de surhommes : le héros, le saint et le sage. Porté à la réflexion sur le monde et ceux qui l'habitent, ce dernier reste l'espoir de l'espèce. Il se fait rare, ces temps-ci. ❑

* Dr P. Accoce et Dr Pierre Rentchnick : "Ces malades qui nous gouvernent" (Stock, 1976).

** A propos de la syphilis du général Gamelin, généralissime français en 1940, voir Claude Paillat : "Dossiers secrets de la France contemporaine/4 - Le désastre de 1940" (R. Laffont, 1983). La cirrhose, elle, appartient au non-dit de l'actualité russe.

## "RÉAPPRENDRE L'IRRESPECT"

Ce fut le titre, il y a trente ans, du livre d'un journaliste indépendant et frondeur, François Fonvieille-Alquier. A l'époque l'ordre – surtout moral – imposait aux professionnels des médias une autocensure qui interdisait toute offense aux institutions et, bien entendu au Chef de l'État. Le mouvement de mai 1968 avait, salutairement, soulevé le couvercle. Il a été, difficile, depuis de le refermer bien que des mesures obliques limitent, encore de nos jours de droit de contestation des journalistes et des animateurs, désormais asservis aux contraintes de l'affairisme.

Il n'est pas étonnant que le droit de se moquer, sans blâmer ni provoquer outrageusement, s'exprime surtout sur les antennes dites publiques, non encore trop soumises à de telles exigences. Pierre Bouteiller, Jean-Luc Hees, sur "France-Inter", comme Jean Lebrun, plus feutré, dans "Culture Matin" sur "France-Culture" ne se privent pas d'user de ce droit. Rien de tel pour maintenir en état de vigilance un esprit critique que les conformismes tentent d'anesthésier. Il devient urgent d'analyser le modèle de société que le nouvel ordre économique mondial nous suggère à travers les médias afin d'en prévenir les dégâts. L'oxygène de l'ironie n'est pas si abondant ces temps-ci sur des médias, surtout préoccupés, pour la plupart, de ratisser large pour la plus grande satisfaction des annonceurs. ❑

## NTM

En novembre dernier, deux chanteurs du groupe rock "Nique ta mère" ont été condamnés, en première instance, à six mois de prison dont trois "fermes" pour insulte (dans une chanson) aux représentants de l'ordre.

Une telle sanction n'avait pas été infligée depuis la Libération, en France, où les susceptibilités se réveillent heureusement lorsque la liberté d'expression est remise en cause et le jugement, rendu à Toulon, ne permet pas de suggérer une dépendance générale des magistrats à l'air du temps. On ne peut pas, par ailleurs, leur reprocher de défendre les institutions.

Le délit caractérisé occulte un discours public contemporain qui banalise, en particulier sur les médias à grande diffusion, la grossièreté et la vulgarité dont on ne souligne pas suffisamment qu'elles constituent le premier degré de l'agressivité. Prudemment, Giraudoux imaginait une "guerre des épithètes" comme prélude à la guerre (de Troie).

De nos jours, les médias justifient l'usage de la violence par soumission à la mode ou – inconsciente ? – à un modèle de société. Par son "salut les enfoirés !" Coluche a banalisé une nouvelle forme de convivialité qu'on peut discuter.

Certes, la violence verbale n'est pas nouvelle. Dans "Le Père Duchesne", le révolutionnaire Hébert n'économisait pas le mot "foutre" élevé au rang d'interjection. On peut préférer le discours tout autant révolutionnaire, mais plus raisonné, de Condorcet. ❑

## UNE PÉDAGOGIE DE L'INFORMATION ?

Il y a urgence à enseigner le décryptage de la "langue de bois", chère à toutes les gloires médiatiques si on veut combattre la désinformation érigée en instrument de pouvoir.

Depuis le début du mois de novembre, le vendredi soir, à 20 heures, M 6 tente d'expliquer au jeune public le contenu des journaux télévisés et autres magazines que présente la télévision. Pas de panique : il ne s'agit pas encore de déjouer les pièges du non-dit ou de l'a peu près qui fixent les limites de la déontologie des médias, soucieux de ne pas déplaire mais l'initiative est louable lorsqu'on sait que le responsable est un ancien collaborateur d' "Arte" qui n'avait pas démérité : Pierre Thivolet.

Le chroniqueur du "Monde" Daniel Scheidermann a tenté l'expérience, à un autre niveau sur "Arte", le samedi, en début de soirée, puis le dimanche à midi.

L'INA (Institut National de l'Audiovisuel) vient de publier le texte d'une émission de au cours de laquelle le philosophe Jacques Derrida, économe de ses apparitions sur le petit écran, a livré ses réflexions sur la télévision *. Il ne condamne pas. Il met en garde contre la fonction d'instrument de pouvoir qu'on lui impose. Ce n'est pas nouveau mais le pédagogue en question mérite lecture. ❑

* "Échographies de la télévision" (Galilée/INA).

## LA RÉALITÉ CONFIRME LA FICTION

Il y a plus d'un siècle, Albert Robida décrivait dans "Le vingtième siècle" quelques progrès à venir. Ainsi annonçait-il la vision à distance qui apporterait dans les foyers les images et les sons du monde entier. Il imaginait aussi la surveillance indiscrète qu'elle pourrait exercer : de la "dame surprise à sa toilette" aux relations extra-conjugales trahies. C'est ce que nous appelons la télévision, sans laquelle, nous ne sentirions plus tout-à-fait humains. Nous nous sommes même habitués à passer quotidiennement dans le champ des caméras de surveillance.

Soixante ans plus tard, George Orwell dénonçait les abus perpétrés par un régime totalitaire qui imposait la surveillance dans toutes les circonstances de la vie des individus. L'antifasciste qu'il avait été avant la deuxième guerre mondiale en avait observé le fonctionnement de près. "1984" n'était ainsi qu'une extrapolation. L'imaginaire de l'auteur n'avait toutefois pas prévu les ressources infinies de l'informatique et de l'enregistrement qui banalisent aujourd'hui toute opération de surveillance, au prétexte de gestion rationalisée.

Dans l'émission "Capital" sur "M. 6", au mois de novembre dernier, le patron d'une entreprise américaine de vente par correspondance se vantait de connaître les comportements – désirs d'achat et moyens financiers – d'une clientèle potentielle de 50 millions de consommateurs grâce aux traces laissées par les cartes de crédit. On sait qu'en France, les pouvoirs publics poussent les médecins à mettre leur fichier-patients sur ordinateur. "Off line", pour le moment. Un "modem" fera le reste le moment venu mais pas question, de relier les fichiers. Mon œil. Les députés viennent justement d'être invités à débattre (?) d'un projet de loi qui réduirait les pouvoirs de contrôle de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés). ❑

# Librairie de GAVROCHE

*Les commandes sont à adresser à*
*EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX*

**La Guerre détraquée (1940)**
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

**Contrebandiers du sel**
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

**Les Grandes Pestes en France**
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — **55 F.**

**Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851**
par L. Willette
256 pages, illustré — **30 F.**

**DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :**
**— Luttes ouvrières — 16e/20e siècle**
**— Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire**
**— Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?**
**— Les années munichoises (1938/1940)**
Les 4 dossiers — **60 F**

**C'est nous les canuts**
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

**Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)**
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

**Carl Heil speaker contre Hitler**
par Eveline et Yvan Brès
189 pages — **135 F.**

**Histoire de la littérature libertaire en France**
par Thierry Maricourt
491 pages — **150 F**

**Henri Poulaille**
par Thierry Maricourt
253 pages — **185 F**

**Dictionnaire des auteurs prolétariens**
par Thierry Maricourt
275 pages — **129 F**

**N'oublie jamais Nicolas**
par Gaston Haustrate
288 pages — **110 F**

**L'enfer de la charité**
par Gaston Haustrate
214 pages — **110 F**

**C'est la faute à Rousseau**
par Gaston Haustrate
216 pages — **110 F**

**La flamme sauvage**
par Ludovic Massé
222 pages — **150 F**

**Barbelés à Argelès et autour d'autres camps**
par Francisco Pons
282 pages — **140 F**

**La collaboration dans l'Eure 1940-1944**
par Julien Papp
278 pages — **150 F**

**Le droit de cuissage, France 1860-1930**
par Marie-Victoire Louis
400 pages — **130 F**

**Ces barbelés oubliés par l'Histoire**
par Jacques Sigot
351 pages – **138 F**

**Le Petit Père Combes**
par Jacques Risse
236 pages - **130 F**

**Le gâchis audiovisuel**
par J.-J. Ledos, J.P. Jézéquel et P. Regnier
222 pages — **87 F**

**Poulbot le père des gosses**
par Francis Robichon
112 pages illustré – **250 F**

**L'Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIIIe siècle**
par John Howard
599 pages — **200 F.**

**Femmes et citoyennes**
par Patricia Latour
128 pages — **120 F.**

**Syndicats nous voilà !**
par Jean-Pierre Le Crom
410 pages — **190 F.**

**Le Rouge et le Bleu**
par Roger Martinelli
288 pages — **120 F.**

**J'avais six ans à Hiroshima**
par Keiji Nakazawa
140 pages — **98 F.**

**La France ouvrière**
T1 des origines à 1920 **180 F**
T2 1920-1968 **180 F**
T3 1968 à nos jours **140 F**

**Unissez-vous !**
par G. Pruvost et P. Roger
272 pages — **120 F.**

**Deux Républicains de progrès**
par G. Touroude
154 pages — **90 F.**

**Naissance de l'Ecole du Peuple (1815-1870)**
par F.-J. Jacquet-Francillon
320 pages — **170 F.**

**Intellectuels et politique**
par Christian Delporte
128 pages — **70 F.**

**Femmes et militantismes**
par Dominique Loiseau
238 pages — **130 F.**

**La parole en chantant**
par Thierry Maricourt
182 pages — **99 F.**

**La part des militants**
354 pages — **140 F.**

**COLLECTION "LA PART DES HOMMES"**
**Lissagaray, le plume et l'épée**
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

**Jules Guesde, l'apôtre et la loi**
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

**Gracchus Babeuf avec les Egaux**
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

**Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste**
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

**Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné**
par Michel Cordillot
268 pages — **125 F**

**Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique**
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

**Clara Zetkin, féministe sans frontière**
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

**Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline**
par Pierre Broué
496 pages — **125 F**

**Renaud Jean, le tribun des paysans**
par Gérard Belloin
336 pages — **125 F**

**Rosa Luxembourg épistolière**
par Gilbert Badia
255 pages — **125 F**

**Voyage au pays de l'arbitraire**
par Yonnel Liègeois
256 pages — **120 F**

**La politique expliquée aux enfants**
par Denis Langlois
128 pages — **65 F**

**J'ai dit non ! Témoignage d'un réfractaire au STO**
par Maral Bénévent
205 pages — **80 F**

**POUR LA JEUNESSE :**
**Dans la collection "Mythes et Légendes"**
225 x 285, illustré
Chaque volume — **65 F**
**— La Chevalerie**
**— L'Egypte**
**— Les Loups**
**— L'Amazonie**
**— Les Gaulois**
**— Les dragons**
**— La création du monde**
**— Les Incas**
**— La Grèce**
**— Les Vikings**
**— Les animaux fantastiques**
**— Les ours**
**— Vers l'Amérique**
**— L'Europe**
**— Les Indiens**
**— Ciel et étoiles**
**— Les métamorphoses**
**— Les félins**
**— Terres de mystère**
**— La forêt**
**— La mer**
**— L'Orient**
**— Sports et jeux**

**Dans la collection "Mes premières légendes"**
200 x 200, illustrées
Chaque volume — **45 F**
**— Les Baleines**
**— Les Géants**
**— Les Fées**
**— L'Hiver**
**— Les sorcières**
**— Les musiciens**
**— Les couleurs**
**— Le printemps**
**— Les chats**
**— L'automne**
**— Les trésors**
**— Les grands gentils loups**
**— Le soleil et la lune**

**Dans la collection "Histoires vraies"**
Chaque volume — **33 F.**
**— Le Secret du grand-frère,** une histoire de canuts
**— Léa, le Galibot,** une histoire de mineurs
**— Le Ruban noir,** une histoire de tisserands
**— La Revanche du p'tit Louis,** une histoire de forgerons
**— Les cordées de Paris,** une histoire de ramoneurs
**— Les jumeaux de Carmaux,** une histoire de verriers
**— Frères du vent,** une histoire de mousses
**— Les Princes du rire,** une histoire de jongleurs
**— Quand la Charlotte s'en mêle,** une histoire de dentellières
**— Le sauvetage du proscrit,** une histoire de typographe
**— Le paquet volé,** une histoire de saute-ruisseau
**— Les fendeurs de liberté,** une histoire d'ardoisiers.
**— L'audace de Nicolas,** une histoire de cheminots
**— Voyage au bout de la Loire,** une histoire de mariniers
**— Le cadeau d'Adrienne,** une histoire de porcelaines
**— Fleurs d'Ajonc,** une histoire de petite bonne
**— Le rêve de bel humeur,** une histoire de marchand de livres
**— Papillon de papier,** le petit rat de l'opéra.
**— La robe de bal,** une petite couturière
**— Les moutons d'Armel,** un berger de Provence



# BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 92
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom ........................................ Prénom ........................................

Profession ........................................................................

Adresse ........................................................................

Code postal ........................................ Ville ........................................

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 5027 58 E ROUEN

# L'amateur de livres


L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

**Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

**Ahnlund (Nils), Gustave-Adolphe.** Stock 1936, 288 p .................... 60 F

**Amalrik (Andreï), L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984 ?** Pluriel 1977, 317 p .................... 30 F

**Année dans le Monde (L') 1963-1964.** Arthaud 1964, 480 p .................... 45 F

**Arné (Serge), Le Président du Conseil des Ministres sous la IVe République.** Bibl. de Droit public 1962, 462 p index .................... 90 F

**Backe (Herbert), La fin du Libéralisme.** *Les principes économiques du national-socialisme.* Sorlot 1942, 205 p .................... 60 F

**Bainville (Jacques), Napoléon.** *Les gdes Et. Hist.* Fayard 1931, 592 p .................... 40 F

**Bayet (Albert), Pétain et la Cinquième Colonne.** Fascicule de la Sté des Ed. de Franc-Tireur 1944, 102 p, couv. défr .................... 60 F

**Bernheim (Nicole), Les années Reagan.** Stock 1984, 234 p .................... 30 F

**Bondas (Joseph), Histoire anecdotique du Mouvement Ouvrier au Pays de Liège.** Ed. Syndicales Liège 1955, 397 p .................... 120 F

**Carrère d'Encausse (Hélène), Le grand Frère.** *L'Union soviétique et l'Europe soviétisée.* Flammarion 1983, 382 p index .................... 70 F

**Cartier (Raymond), Les 48 Amériques.** Plon 1953, 457 p index .................... 60 F

**Castelnau (Jacques), Madame Tallien.** Hachette 1938, 254 p .................... 50 F

**Cattiaux (Guy), Denain, des hommes d'acier, une région à sauver.** Auteur, Denain 1980, 396 p, nb ill. .................... 100 F

**Clavel (Bernard), La révolte à deux sous.** *Roman.* A. Michel 1992, 268 p .................... 45 F

**(Collectif), Restauration et Monarchie de Juillet en Languedoc-Roussillon (1815-1848).** CRDP de Montpellier s.d. (défraîchi) .................... 60 F

**(Colloque) Problèmes de la Rhénanie 1919-1930.** *Actes du Colloque d'Otzenhausen 14-16/10/1974.* Univ. de Metz 1975, 134 p .................... 50 F

**(Colloque) Les Relations Franco-Britanniques 1935-1939.** *Colloques tenus à Londres (1971) et Paris (1972).* Ed. du CNRS 1975, 440 p index .................... 120 F

**Deonna (Laurence), La guerre à deux voix.** *Des femmes d'Egypte et d'Israël parlent.* Le Centurion 1986, 281 p .................... 40 F

**Derathé (Robert), Jean-Jacques Rousseau et la Science politique de son temps.** PUF 1950, 463 p index .................... 80 F

**Deromieu (Georges), L'Inquisition.** PUF 1946, 133 p (défraîchi) .................... 45 F

**Desmottes (Pierre), De la responsabilité pénale des ministres en régime parlementaire français.** Pichon 1968, 317 p .................... 70 F

**Dominique (Pierre), Mirabeau.** Flammarion 1947, 438 p .................... 60 F

**Duby (Georges), Le Chevalier, la Femme et le Prêtre.** *Le mariage dans la France féodale.* Hachette 1981, 313 p .................... 60 F

**Ducasse (André), La guerre des Camisards.** *La résistance huguenote sous Louis XIV.* Hachette 1946, 255 p .................... 50 F

**Dumont & Rosier, Nous allons à la famine.** Coll Esprit Seuil 1966, 280 p .................... 40 F

**Dussourd (Henriette), Au même Pot et au même Feu...** *Etude sur les communautés familiales agricoles du Centre de la France.* Pottier Moulins 1962, 157 p index .................... 100 F

**Erlanger (Philippe), Clemenceau.** Lib. Ac. Perrin 1979, 541 p cart. éd. .................... 50 F

**Fabre (Marc-André), Hoche, l'enfant de la Victoire (1768-1797).** Hachette 1947, 257 p .................... 40 F

**Fabre-Luce (Alfred), Le Secret de la République.** *1921-1937.* Grasset 1938, 240 p .................... 45 F

**Gatti (Cdt Attilio), Tam-tams.** *Souvenirs de 9 années d'aventures au coeur de l'Afrique.* Payot 1933, 248 p, ill. (défraîchi) .................... 80 F

**Goncourt (Ed. et J. de), Sophie Arnould d'après sa correspondance et ses mémoires inédits.** Dentu 1877, 225 p (défraîchi) .... 50 F

**Greilsamer (Laurent), Hubert Beuve-Mery (1902-1989).** Fayard 1990, 687 p index .. 60 F

**Guillain (Robert), Chine nouvelle An XV.** *Par l'envoyé spécial du journal "Le Monde".* Le Monde 1964, 52 p .................... 45 F

**Hubert, Bunle et Boverat, La population de la France son évolution et ses perspectives.** Hachette 1965, 366 p .................... 90 F

**Julien (Claude) Le nouveau Nouveau Monde.** *Deux vol. 1) L'élite au pouvoir, les syndicats ouvriers 2) Religions, races, mœurs.* Julliard 1960 (285+311pp) index .................... 100 F

**Labrousse (Alain), Les Tupamaros.** *Guérilla urbaine en Uruguay.* Seuil 1971, 201 p index .................... 50 F

**Lahor (Jean), Les Habitations à bon marché et un art nouveau pour le peuple.** Larousse s.d. (1904 ?) 110 p ill. Rel. d. bas .................... 180 F

**Langer (William L.), Le jeu américain à Vichy.** Plon 1948, 415 p (défraîchi) .................... 60 F

**Laski (Harold-J.), Le gouvernement parlementaire en Angleterre.** PUF 1950, 300 p .................... 70 F

**Lebon (André), Martin du Tiss mineur en 1900.** Delarge 1979, 213 p .................... 60 F

**Lefebvre (Georges), Les Paysans du Nord pendant la Révolution française.** A. Colin 1972, rééd. du texte de 1924, 1020 p index .................... 100 F

**Lescalier (Auguste), Raspoutine.** Les Belles Editions 1938, 189 p .................... 40 F

**Le Tourneau (Roger), Fès avant le Protectorat.** *Etude économique et sociale d'une ville de l'Occident musulman.* Sté Marocaine de Libr. et d'Ed. Casablanca 1949, 669 p + 106 pl. h.t. et 1 carte, index (couv. défraîchie) .................... 100 F

**Lhéritier (Michel), L'intendant Tourny (1695-1760).** Alcan 1920, 2 vol (453+607p) index (couv. refaite) .................... 180 F

---

**LIBRAIRIE FLOREAL**
**41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33**

Nom : .................................................. Adresse : ..................................................

Je vous commande les livres suivants : ..................................................

| Auteur | Titre | prix |
|---|---|---|
| | | |
| | Port et emballage prix forfaitaire | 20,00 |
| | | Total |

**Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal**

**Louis-Jaray (Gabriel), Offensive allemande en Europe (7 mars 1936-7 mars 1939).** Sorlot 1939, 272 p avec 5 cartes ........................ 50 F

**Madelin (Louis), Napoléon.** Dunod 1935, E.O. 1/300 sur alfa, 450 p ........................ 100 F

**Malo (Henri), Le Grand Condé.** Albin Michel 1937, 512 p (couv. refaite) état ........................ 35 F

**Mandel (Ernest), Traité d'Economie Marxiste.** 10/18 1974, 4 vol. ........................ 100 F

**Manel et Planel, La crise de l'ORTF.** J.-J. Pauvert 1968, 127 p ........................ 30 F

**Mantoux (Etienne), La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes.** Gallimard 1946, 329 p index ........................ 50 F

**Marino (Sylvio), Le rideau de fer tombe.** *La soviétisation de la Roumanie.* A. Fayard 1950, 350 p ........................ 50 F

**Matthias (L.-L.), Autopsie des Etats-Unis.** Seuil 1955, 318 p ........................ 50 F

**Maurois (André), Disraëli.** NRF 1927, 340 p ........................ 40 F

**Michalon et Vernet, L'Armée française et la Crise du 7 mars 1936.** Ministère de la Défense, Colloque de mars 1977 Plaquette ronéotée de 28 p ........................ 40 F

**Morelle et Pineye, Après l'URSS inventaire pour un drame.** Ed. du Félin 1993, 164 p ........................ 50 F

**Mortain (André), Vers une économie humaine.** Redier 1934, 254 p ........................ 40 F

**Ney (E.-L.), L'autre Allemagne.** *Récits de missions spéciales.* Berger-Levrault 1930, 266 p ........................ 50 F

**Nixon (Richard), La vraie Guerre.** A. Michel 1980, 364 p ........................ 30 F

**Paquet (Jean), Santé publique et conditions de vie dans le département de l'Isère au XIXe siècle.** CRDP Grenoble 1964 ........................ 50 F

**Peyret (Henry), Histoire des Chemins de Fer en France et dans le Monde.** SEFI 1949, 350 p ........................ 60 F

**Pirogov (Piotr), J'ai quitté ma patrie.** La Jeune Parque 1952, 353 p ........................ 50 F

**Poirier (René), Des Foires, des Peuples, des Expositions.** Plon 1958, 258 p cart. éd. ill. ........................ 50 F

**Poperen (Maurice), Un siècle de luttes chez les tisserands des Mauges.** Auteur 1974, 144 p ill. de Goa ........................ 60 F

**Praviel (Armand), La conspiration de La Rochelle.** *Le procès des quatre sergents.* Ed. Nat. 1937, 219 p ........................ 50 F

**Prélot (Marcel), Politique d'Aristote.** PUF 1950, 243 p ........................ 70 F

**Rateau-Landeville, L'Enigme du Rhin.** *L'occupation de la Rhur et Hitler.*La Revue Française 1934, 175 p ........................ 50 F

**Rupp (Mgr J.), Lumière à l'Est.** *Monde catholique et pays socialistes.* Ed. Pastorelly 1969, 358 p ........................ 45 F

**Sédillot (René), Le Fisc ou l'école des contribuables.** Amiot-Dumont 1955, 298 p ........................ 40 F

**Seignobos (Charles), Histoire sincère de la Nation française.** Rieder 1933, 520 p index ........................ 70 F

**Sorb (Cdt), La guerre qui vient.** Tallandier 1928, 221 p ........................ 40 F

**Sorel (Albert-Emile), Louise de Prusse.** Grasset 1937, 273 p ........................ 45 F

**(Témoignage) Marcel Barbier meunier à Moutiers-en-Beauce.** Le vent du ch'min 1980, 271 p ........................ 60 F

**Tirard (Paul), La France sur le Rhin.** *Douze années d'occupation rhénane.* Plon 1930, 520 p avec 32 grav. et 8 cartes ........................ 80 F

**Tournoux (Gal P.-E.), Défense des frontières - Haut Commandement - Gouvernement (1919-1939).** NEL 1960, 352 p index ........................ 70 F

**Valance (Georges), Les Maîtres du Monde.** *Allemagne, Etats-Unis, Japon.* Flammarion 1992, 295 p ........................ 50 F

**Wullens (Maurice), En marge d'un feuilletoniste.** *Polémique contre H. Béraud sur l'URSS.* Revue "Les Humbles" décembre 1925, 40 pages ........................ 70 F

**Willener (Alfred), Interprétation de l'organisation dans l'industrie.** *Cahiers du Centre de Sociologie Européenne III.* Mouton & Co La Haye 1967, 164 p index ........................ 50 F

**RÉVOLUTION DE 1848**

**Sté d'Histoire de la Révolution de 1848 :**

- Tome XV - 1953 Etudes ........................ 80 F
- Tome XVIII - 1955 Etudes ........................ 80 F
- Tome XX - 1958 Le Choléra ........................ 80 F
- Tome XXI - 1960 Les élections de 1869 ........ 80 F
- Tome XXII - 1963 Réaction et Suffrage universel en France et en Allemagne ........................ 80 F
- Tome XXIV - 1967 Les ouvriers de Paris Livre I : L'Organisation ........................ 100 F

**Sté d'Histoire Moderne :**

- Etudes sur la Révolution de 1848 ........................ 80 F

**LIVRES SCOLAIRES**

**Brunot & Bony, Méthode de Langue française.** *Ens.prim. élém.* A. Colin 1911 ........................ 35 F

**Bulletin des instituteurs publics de l'Orne.** Années complètes 1922 et 1923, rel. d. chagrin ........................ 150 F

**Chassagny, Cours élémentaire de Physique.** *Cl. de Philo. et Math.* Hachette 1904, 1144 p ill. ........................ 60 F

**Coudert & Cuir, Mémento pratique du Certificat d'Etudes primaires.** A. Colin 1914 ........................ 40 F

**Dubois (Marcel), Géographie Economique de la France.** *Ens. Second.* Masson 1889 ........................ 50 F

**Foulet (Lucien), Petite syntaxe de l'Ancien Français.** H. Champion 1966 index ........................ 45 F

**Fraysse (Antonin), Jacques le Poucet et Klapp la Cigogne au pays de Françoise.** *Livre de lecture Cours Moyen et Sup.* A. Colin 1939 ........................ 50 F

**Gaillard & Roman d'Amat, Histoire contemporaine (1789-1848).** *Cl.de Première.* Hatier 1928 ........................ 60 F

**Jourdy, Le pariotisme à l'Ecole.** *Guide populaire d'éducation patriotique et militaire.* F. Alcan 1899 rel. toile édit ........................ 70 F

**Kuhn (Maurie), Mémento pédagogique.** *Organisation et plan d'études des Ecoles prim. élém.* F. Nathan 1940 ........................ 45 F

**Laclef & Bergeron, La lecture au cours moyen.** Delalain 1908 ........................ 50 F

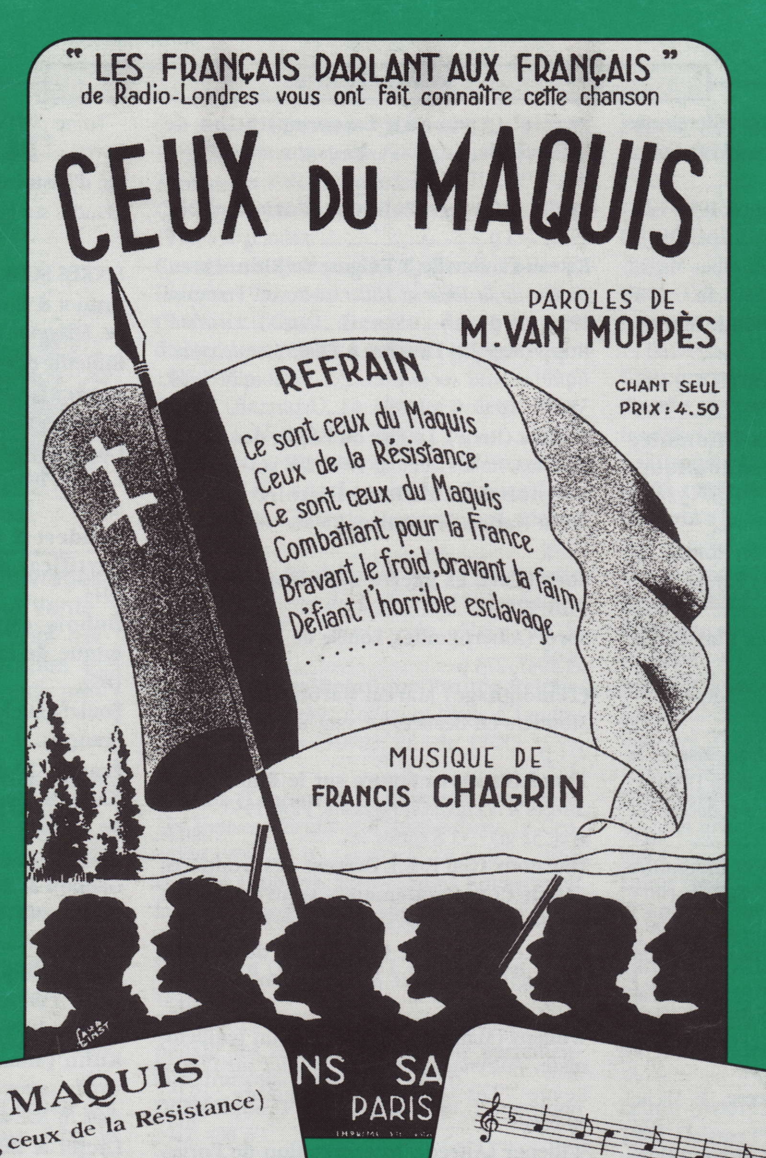
**Lorain (P.), Tableau de l'instruction primaire en France.** Hachette 1837, rel. (mques au dos) ........................ 100 F

**Mironneau (A.), Choix de lectures.** *Cours Moyen.* A. Colin 1937 ........................ 30 F

**Revue Pédagogique.** Tome LI, Juillet à décembre 1907, rel d. bas. ........................ 120 F

**Rudler (G.), L'Explication Française, principes et applications.** A. Colin 1930 ........................ 35 F

**Zevort (Edgar), Biographies d'Hommes illustres des temps anciens et modernes.** *Cl. de 9e.* A. Picard 1892 ill. ........................ 60 F




# CEUX DU MAQUIS

(Ce sont ceux du Maquis, ceux de la Résistance)

Paroles de
M. Van MOPPEZ

Musique de
F. CHAGRIN

Ils se sont en_fuis dans la nuit Pour ne pas al_ler en Al - le - ma - gne, Quittant leurs pa_rents, leurs a - _mis, Se ca - chant dans la mon - tagne, — Et pour mieux ser_vir le pa - ys Ils ont pris — Le Ma - quis. —

*REFRAIN*

Ce sont ceux du ma - quis — Ceux de la Ré - sis - _tan - ce Ce sont ceux du ma - quis — Com - _bat - tant pour la Fran - ce. Bra - vant le froid, bra - _vant la faim Dé - fiant l'hor_rible es_cla - va - ge Bra - _vant La_val, bra - vant ses chiens Sans ja - mais per_dre cou - _ra - ge Ce sont ceux du ma - quis — Ceux de la Ré - sis - tan - ce Ce sont ceux du ma - _quis — Jeu - nes - se du Pa - ys. — FIN Ils ont

*rall molto pour finir*



2
Ils ont bravé tous les périls
Dans leur âpre lutte secrète
Sans souliers, sans pain, sans fusil
Descendant de leur retraite
Souffrant et luttant jour et nuit
Nos amis
Du maquis.
*au Refrain*

3
Dès le jour du débarquement
Dès l'aurore de la victoire,
Ils ont frappé les Allemands
En plein jour, en pleine gloire
Se joignant à tous leurs amis
Nos amis
Du maquis.

*DERNIER REFRAIN*
Ce sont ceux du maquis
Ceux de la Résistance
Ce sont les F.F.I.
C'est l'armée de la France,
Contre nazis et miliciens,
Sans discours et sans bravades
Se battant dur, se battant bien
Des forêts aux barricades
Ce sont ceux du maquis
Ceux de la Résistance
Ce sont ceux du maquis
Jeunesse du pays.

E.A.S. 14238 bis

*Imprimé en France (10-44)*
IMPRIMERIE LAROCHE S.A.
141, Rue de Clignancourt, Paris.